

Contestations du clergé et des patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost

(1638 - 1798)

Grégoire GHIKA

Sixième partie

*La dissertation de l'abbé de Saint-Maurice
Jean-Georges Schiner (1778)*

Introduction

L'abbé de St-Maurice Jean-Georges Schiner (1714-1794) est l'auteur d'une dissertation que le chanoine Anne-Joseph de Rivaz a intitulée *Libertas Vallesiae*. Le manuscrit autographe (un cahier de 8 folios, 18 × 24 cm) en est conservé aux Archives cantonales du Valais, à Sion, fonds de Rivaz, carton 70, fascicule 23. Il porte des annotations manuscrites du chanoine de Rivaz, et comprend une annexe de 2 folios (18,5 × 22,5 cm).

Charles-Emmanuel de Rivaz a muni ce document d'une doublure de papier sur laquelle il traça ces lignes : « Dissertation écrite par le révérendissime Jean-Georges Schiner, abbé de St-Maurice, dans laquelle il cherche à prouver par les monuments historiques que le Valais a toujours été un pays libre sous les évêques. Cette dissertation est écrite de la main de Mgr Schiner et va jusqu'en 1791 ».

1. L'auteur et la date de la dissertation

L'auteur n'a pas signé son œuvre, mais ni Anne-Joseph de Rivaz ni Charles-Emmanuel de Rivaz n'ont hésité à en attribuer la paternité à Jean-Georges Schiner, abbé de St-Maurice. Il est hors de doute que l'écriture est bien celle de ce prélat.

L'écrit est daté, à la page 16, du 6 mai 1778, et cette indication est suivie d'une notice sur les événements valaisans de l'année 1791. Ces dernières lignes sont de la même écriture, mais la plume est moins fine et la main tremble ; or, on n'ignore pas que l'abbé Schiner est mort en 1794, âgé de quatre-vingts ans.

Jean-Georges Schiner était né à Ernen le 25 avril 1714, selon J. Lauber. Il était fils de Johann Fabian ; ce dernier avait été notaire, major de Conches, capitaine du dizain, gouverneur de Monthey, secrétaire d'Etat, bailli du Valais de mai 1741 à son décès, survenu le 12 avril 1742. La mère de l'abbé Schiner, Anna Maria Elisa était fille de Johannes Burgener et tante de Franz Josef Burgener, bailli du Valais, qui composa en 1760 une dissertation en faveur du pouvoir souverain des dizains contre le pouvoir temporel de l'évêque et du chapitre de Sion. Trois frères de l'abbé Schiner se vouèrent à l'état ecclésiastique ; l'un d'eux, Franz Xaver, fut jésuite.

Jean-Georges parut d'abord suivre les traces de son père : en 1736, à la diète de mai, il figure parmi les députés de Conches, avec le titre de vice-major (*Statthalter*), puis de major (1737) et d'ancien major (mai 1738). Mais le notariat et la politique ne retiennent pas longtemps le jeune homme : dès la diète de décembre 1738, son nom ne paraîtra plus parmi les députés de son dizain, et il suivra une vocation religieuse. Le 29 mai 1740, il fait sa profession à l'abbaye de St-Maurice, dont il devient chanoine régulier. De 1748 à 1764, il est recteur de l'hôpital du lieu ; le 23 mai 1764, il est élu abbé d'Agaune et le demeurera jusqu'à sa mort, le 13 octobre 1794. J. Lauber lui attribue de grands mérites dans la réforme des religieux augustins de Saint-Maurice, réforme qui n'avait pas réussi jadis au cardinal Schiner ; citant « de Rivaz » sans plus de précision, cet auteur rappelle l'épithète du défunt : *Pius praesul ac monasticae disciplinae zelotus observator*¹.

Edouard Aubert, dans son grand ouvrage sur le trésor de l'abbaye d'Agaune, apporte quelques précisions sur cette vocation tardive ; il a tort de ne pas indiquer sa principale source qui est l'œuvre manuscrite d'Anne-Joseph de Rivaz. Le jugement porté sur Schiner y prend une autre tonalité : « Georges Schiner, écrit-il, originaire du Haut-Valais, ne se destinait pas à la

¹ Josef Lauber, *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* (= BWG), t. VI, 1926, p. 364, N° 2023, et du même auteur : *Geschichtliche Notizen zur Stammtafel der Familie Schiner*, *ibid.*, p. 404. — Cf. *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (= DHB5), t. VI, Neuchâtel, 1932, p. 21, art. Schiner, et *Armorial valaisan* (= *Armorial*), Zurich, 1946, p. 234, art. Schiner. — H.-A. von Roten, *Die Landeshauptmänner vom Wallis, 1388-1840*, dans BWG, t. X, 1946-48, p. 18. — Tamini et Délèze, *Nouvel essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice, 1940, p. 497. — Recès de la diète valaisanne, copies aux Archives de l'Etat du Valais (= AV), d'après le fonds des archives de la Bourgeoisie de Sion, ABS, 204/23, pp. 527-596. — Nous devons nos renseignements sur la généalogie Burgener à l'amabilité de M. Albert de Wolff.

vie religieuse dans sa première jeunesse, car à vingt-trois ans il était juge du district de Conches, et assistait aux diètes générales comme chef de la députation de son pays. Bientôt fatigué de la vie publique et du monde, il renonça à toutes les espérances que pouvaient lui faire concevoir son talent et l'influence de sa famille (il appartenait à la famille de Matthieu Schiner, cardinal, évêque de Sion, qui avait été l'implacable ennemi de la France), pour se retirer à la Grande-Chartreuse. Sa santé, très chancelante alors, ne lui permettant pas de supporter les rigueurs d'une règle aussi sévère que celle des chartreux, il se présenta à l'abbaye, où il fut accueilli ; il devint bientôt administrateur de l'église de St-Sigismond, et fut plus tard nommé recteur de l'hôpital de St-Jacques.

« Georges II avait cinquante ans à la mort de Jean Claret et lorsqu'il fut élu abbé dans le chapitre tenu le 23 mai 1764. Il reçut l'administration de l'abbaye par lettres patentes du nonce le 15 juin suivant et la bulle de confirmation lui fut adressée par le pape Clément XII au mois d'avril 1765. Le nonce avait invité l'abbé Schiner à venir à Lucerne pour recevoir la bénédiction, mais Georges II était trop l'ennemi du faste et des dépenses inutiles pour accepter une pareille offre. Il s'achemina simplement vers Sion, accompagné du sacristain de l'abbaye, et fut béni par l'évêque le 13 septembre 1765.

« En 1782, le roi de Sardaigne, Victor-Amédée III, conféra, par lettres patentes du 29 décembre, le titre de comte à Georges Schiner et à tous les abbés qui lui succéderaient, sans aucune réserve, ce titre étant attaché à la dignité abbatiale. Par ces mêmes patentes, le roi nomma Georges II chevalier grand-croix de l'ordre des SS. Maurice et Lazare, faisant remarquer que cette faveur était personnelle, puisque les lettres patentes de Victor-Amédée II ne conférèrent aux abbés de St-Maurice que la simple croix de chevalier.

« Sous cet abbé, que ses vertus rendaient si vénérable, et dont le bon exemple aurait dû seul suffire pour encourager les religieux, la discipline se relâcha excessivement dans le monastère. Georges II était un saint homme, mais un trop faible supérieur ; fait pour obéir, il se montra incapable de commander.

« Il mourut le 13 octobre 1794, âgé de quatre-vingts ans. A ses funérailles, l'office divin fut célébré par Mgr de Galard, évêque du Puy, que le sanglant délire de la Révolution française avait contraint de fuir son diocèse pour se réfugier à St-Maurice »².

Le cadre d'une introduction ne saurait comporter des recherches exhaustives sur la biographie de ce prélat. Observons pourtant qu'Anne-Joseph de

² E. Aubert, *Trésor de l'abbaye de St-Maurice d'Agaune*, Paris, 1872, pp. 109-110. Cet auteur condense en bon français ce qu'on peut lire dans le manuscrit d'A.-J. de Rivaz (AV, fonds de Rivaz, *Opera historica*, t. XVI, pp. 606-612 et 867-873). — Mgr de Galard : il s'agit de Marie-Joseph de Galard de Terraube, évêque du Puy (Haute-Loire) dès 1774, mort à Ratisbonne le 8 octobre 1804 (*Hierarchia catholica medii et recentioris aevi...*, t. VI, par Remigius Ritzler et Pirminius Seftin, Patavii, 1958, p. 85). — Dans ses *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, A.-J. de Rivaz signale encore « ...la faible administration de ce prélat, au vrai bon religieux, mais médiocre prélat » (publiés par A. Donnet, dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande* (= MDR), 3^e Série, t. V, 1961, p. 259).

Rivaz insiste plus qu'Aubert sur les vertus et sur la grande sainteté de l'abbé Schiner, mais qu'il dénie à ce dernier les qualités d'un vrai prélat. Il le peint comme un caractère assez faible, minutieux dans l'observance de sa règle.

La dissertation de Schiner ne contredit pas ce portrait : Schiner s'y révèle très conformiste, et admirateur de l'ordre politique, pourtant critiquable, établi par les sept dizains du Haut-Valais. C'est l'avocat de la couronne qui s'applique, avec toute l'onction d'un prélat, avec la minutieuse érudition du moine, à défendre la théorie de la souveraineté de l'Etat contre celle de la souveraineté de l'évêque et du chapitre de Sion. Devant le texte de cet ancien magistrat devenu ermite, on songe involontairement à la fable du loup qui s'était déguisé en berger.

Aucune objection ne tracasse l'auteur : l'autorité est dans son bon droit, et tout est bien ainsi. Son esprit a tendance à éclaircir les problèmes, à les simplifier ; mais il tombe parfois dans le simplisme. La Providence ne compliquera pas trop les charges du bon abbé. Elle lui épargnera la débâcle de 1798 et, avant de mourir, il aura pu enregistrer avec satisfaction l'exécution capitale des cinq chefs rebelles de Monthey en 1791.

Il peut paraître curieux de voir Schiner se faire le coryphée du gouvernement au sein du clergé ; mais on doit reconnaître que le problème de la souveraineté en Valais n'était pas des plus simples. L'abbé Schiner fait preuve d'un goût méritoire pour la recherche historique ; s'il n'a pas l'érudition d'un bénédictin, il s'intéresse quand même au droit canonique, à l'histoire générale, à l'histoire de l'Eglise, à celle de son pays, dont il aime à scruter les sources, selon les moyens de son temps et selon les ressources de la bibliothèque abbatiale³.

2. Plan de la dissertation

Il convient d'observer que le manuscrit de Schiner comprend, quant à la forme, trois parties distinctes :

a) un fragment de catalogue des évêques de Sion depuis l'an 1342 (*syllabus episcoporum sedunensium ab anno 1342*), écrit en latin, au verso de la page de garde⁴ ;

³ Ainsi, Schiner fait suivre la présente dissertation d'un index du *Calliope seu pantheon* de Jodoc Quartéry ; le *Liber Vallis Illiacae* du même auteur porte en tête un index en deux pages écrit de la main de l'abbé Schiner et continué par A.-J. de Rivaz (Archives de l'abbaye de St-Maurice, N° 21 ; sur les manuscrits de Quartéry, v. notre note N° 6 ci-après).

⁴ La liste s'étend de Guichard Tavelli jusqu'à François-Melchior Zen Ruffinen ; ces évêques sont catalogués du N° 58 à 84 ; cette liste ne paraît donc être qu'un fragment ou un extrait fragmentaire d'un manuscrit plus étendu de la main de Schiner. L'auteur l'a continué en inscrivant l'évêque Antoine Blatter sous N° 85. En regard de cette liste, il a noté quelques faits d'histoire valaisanne, surtout ecclésiastique. A.-J. de Rivaz y a ajouté quelques notices de sa main, jusqu'en 1798. Le tout est écrit en langue latine, au dos d'un premier folio non numéroté, au recto duquel A.-J. de Rivaz a inscrit le titre mentionné ci-dessus.

b) la « dissertation » elle-même, en français, écrite sur 8 folios paginés 1 à 16⁵ ;

c) des extraits, apparemment incomplets, du « Calliope » de Jodoc de Quartéry (*ex libro Caliope seu pantheon Jodoci Quartéry*), sur une annexe de 2 folios, en langue latine ; c'est un fragment de table des matières de ce manuscrit Quartéry⁶.

⁵ L'auteur a laissé des marges de chaque côté de son texte ; il y porte les milésimes et les sous-titres de ses chapitres ; nous avons renoncé à reproduire ces notes marginales, sauf pour la seconde partie du texte, à partir des événements de 1760, où l'auteur ne suit plus un ordre purement chronologique. En marge de la page 9, on trouve une date (1569) de la main d'A.-J. de Rivaz. — Le texte de la dissertation est en français, mais abonde en citations et en expressions latines. Schiner arrête sa dissertation au 6 mai 1778. Il y ajoute postérieurement une notice, sans doute contemporaine des événements qui y sont mentionnés, sur l'arrivée de troupes haut-valaisannes et bas-valaisannes à Monthey, et sur l'exécution de « 5 chefs révoltés », le 19 novembre 1791. — A.-J. de Rivaz a composé une réfutation de cette dissertation ; elle se trouve aux AV, fonds de Rivaz, *Opera historica*, t. 18, pp. 193-224 ; sur cette réfutation, v. notre ouvrage : *La fin de l'Etat corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des diocèses au XVIII^e siècle* (cité : *La fin...*), Sion, 1947, p. 275, note N° 949.

⁶ L'ouvrage de Quartéry dont Schiner reproduit ici le sommaire faisait apparemment partie de la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice du vivant de cet abbé. — L'auteur en est certainement Jean-Josse ou Jodoc de Quartéry (1608-1669), chanoine et curé de St-Maurice en 1628, de Sion en 1633, protonotaire apostolique, chancelier épiscopal en 1638, doyen de Sion en 1642, grand chantre en 1646, procureur de la fabrique de la cathédrale, prieur de Martigny en 1649, abbé de St-Maurice dès 1657, désigné par le duc de Savoie, mais non agréé par Fribourg pour l'évêché de Lausanne en 1661, et historiographe (*Armorial*, p. 203, art. Quartéry). Selon P. Bioley (*DHBS*, t. 5, p. 361, art. Quartéry), il a laissé une « nomenclature des abbés de St-Maurice », qui se trouve aux archives de cette abbaye, avec nombre d'écrits de la main de Quartéry.

L'abbaye de St-Maurice possède un recueil factice intitulé *Liber Vallis Illiacae*, attribué à cet auteur. Il s'agit d'un assemblage de pièces manuscrites ou imprimées reliées au XIX^e siècle par ordre, dit-on, du chanoine historien F. Boccard (registre relié carton, 24 x 34 cm, dos cuir, portant une cote N° 21). — L'abbé J. Gremaud, qui lui fait plus d'un emprunt pour ses « *Documents relatifs à l'histoire du Vallais* » (*MDR*, t. XXIX-XXXIII et XXXVII-XXXIX, Lausanne, 1875 à 1898), a inséré en tête de ce registre une notice de sa main disant que ce volume contient « un catalogue des évêques de Sion et un grand nombre de chartes de documents, dont la plupart sont relatifs à ce diocèse et quelques-uns à l'abbaye de St-Maurice ; on y trouve aussi des catalogues des nonces apostoliques en Suisse, des prévôts du Grand St-Bernard et des curés de Sion ». Gremaud pense que l'auteur de cette collection est Jean-Jodoc Quartéry ; mais la partie principale du volume ne lui paraît pas, à juste titre, avoir été écrite de la main de Quartéry ; « cette partie s'arrête vers l'année 1645 ; des adjonctions ont été faites postérieurement, et elles sont en grande partie de la main de Quartéry ». L'ouvrage, ajoute-t-il, semble très important « parce qu'on y trouve la copie de plusieurs documents qui ont péri dans l'incendie des châteaux épiscopaux de Tourbillon et de la Majorie ». — On comparera à cette notice ce que Gremaud dit encore de ce document dans *MDR*, t. XXIX, pp. XII-XIII. On observera toutefois que *Vallis Illiacae* ne désigne pas ici le Lötschental, mais sans doute le Val d'Illiez (*Vallis Illiaca superior — inferior*).

L'abbé Schiner a établi de sa main le répertoire des pages 1 à 269 du manuscrit de Quartéry proprement dit. A la suite de ce document, on a relié, on ne sait trop pourquoi, des fragments de la collection imprimée des *Eidgenössische Abschiede*, portant le timbre du chanoine F. Boccard, ainsi que d'autres imprimés en langue italienne. On y trouve encore, entre les pp. 262 et 263, une traduction du mémoire du bailli Burgener de 1760, dont nous parlerons plus loin (cf. notre note N° 8 ci-après).

M. le chanoine L. Dupont Lachenal, à l'abbaye de St-Maurice, a bien voulu nous signaler un autre manuscrit de Quartéry en sa possession. Il est intitulé *Coenobii*

Nous nous bornerons à publier le texte de la dissertation elle-même. Il serait inutile de reproduire ici le fragment du catalogue des évêques et les extraits du Calliope.

La « dissertation » de l'abbé Schiner n'en est pas une à proprement parler ; on ne saurait en dégager un plan très net, car il s'agit plutôt d'un exposé chronologique et critique des faits de l'histoire du Valais, intéressant le droit public de ce pays et, plus précisément, les droits respectifs des sept dizains et du clergé (évêque et chapitre de Sion) dans le gouvernement de l'Etat valaisan.

Schiner énonce des faits et les interprète selon son optique personnelle de l'évolution du droit public en Valais. Faits, textes et commentaires de l'auteur, tout est disposé de manière à persuader le lecteur que ni l'évêque ni le chapitre ne détiennent des droits étatiques dans le pays, si ce n'est du bon plaisir des sept dizains souverains.

On pourrait, à la rigueur, distinguer deux parties dans cet écrit :

1° Histoire politique du Valais jusqu'à 1760. L'auteur réunit les matériaux historiques et les textes à l'appui de sa thèse.

a) Le Valais est devenu libre, dans le cadre de l'Empire romain, et l'est demeuré jusqu'en 430 ;

b) de 430 à 1032, il a passé sous la domination des rois bourguignons, puis francs ;

c) de 1032 à 1211, il est devenu sujet de l'empire d'Allemagne ;

agaunensis Pantheon annotationum Rdi. nob. Dni. Joannis Quarterii, protonotarii diocesis et rectoris Sti. Antonii Agauni 1650 (registre manuscrit, relié parchemin, 16,5 x 23 cm, 406 pages). Ce manuscrit a été retrouvé par † A. Gros, chanoine de Maurienne, chez un habitant. Y ayant lu le nom d'Agaune, il en avisa MM. les chanoines Tonoli et Dupont Lachenal, et leur remit ce manuscrit à titre gracieux. Ces MM. ont paginé ce volume, qui porte l'ex-libris de l'abbaye de St-Pierre de Lemenc. On sait que ce prieuré a disparu lors de la Révolution. Quant au manuscrit, il a donc dû quitter St-Maurice avant cette époque, ce qui correspond bien à la tradition qui veut que l'abbaye d'Agaune ait aliéné, au XVII^e ou au XVIII^e siècle, des documents qui « l'encombraient » ; mais il pourrait s'agir aussi d'ouvrage prêté sans retour...

La table du « *Caliope seu pantheon* » ne correspond point à ce précédent manuscrit, en dépit de son nom de Pantheon. Mais nous avons eu la bonne fortune de retrouver un troisième manuscrit de Quartéry, correspondant parfaitement à cette table, aux archives de l'Etat de Fribourg, où il est catalogué sous la cote « Valais, N° 8 », dans le fonds Jean Gremaud, fonds que l'Etat de Fribourg a acquis à la fin du XIX^e siècle. — J. Gremaud avait acquis ce registre de Quartéry au prix de 46 francs 50 ct. chez le libraire Claudin à Paris, en 1894. Sans doute Gremaud ignorait-il que ce document eût jamais pu appartenir à l'abbaye de St-Maurice du temps de l'abbé J.-G. Schiner ! — Il s'agit d'un registre in-folio, relié parchemin, de 409 pages manuscrites, et intitulé : *Caliope libri secundi Vallesiae sacrae et profanae seu pantheon annotationum a Christo passo usque ad tempora Adriani III de Riedmatten IV, mis Jodoci Quarteri protonotarii apostolici et cantoris sedunensis*. On n'y trouve aucun ex-libris d'Agaune ; seul son auteur s'en déclare propriétaire en date du 17 juin 1595. Au verso de la page de garde est collée une carte ancienne du Valais, et à la page 282, une autre gravure, sans doute la page de titre de « *Trophea sacra* », drame joué à Lucerne en 1645, lors du renouvellement de l'alliance des cantons catholiques avec le Valais. — La pagination est ancienne, et les pages auxquelles Schiner renvoie correspondent bien aux titres qu'il donne.

d) à partir de 1211, le Valais a recouvré sa liberté ; il l'a défendue désormais au cours de plusieurs batailles, et en dépit des prétentions sans cesse réitérées de l'évêque et du chapitre de Sion, qui justifient, au moyen d'une prétendue donation de Charlemagne, leurs droits étatiques, voire souverains, sur le Valais.

2° Parvenu à la dernière élection épiscopale de 1760, qui a suscité la dissertation du bailli F.-J. Burgener, Schiner développe un peu plus longuement quatre thèmes principaux, destinés à corroborer de manière décisive sa conception du droit public valaisan :

a) Ni l'évêque ni le chapitre de Sion n'ont perdu quoi que ce soit du fait que les sept dizains se sont organisés en république démocratique : bien au contraire, ils en ont obtenu plus d'autorité et de droits régaliens qu'ils n'en avaient eus auparavant.

b) Le chapitre ne peut pas prouver l'existence de la donation de Charlemagne ; il pourrait plutôt se persuader que tout le pouvoir temporel du clergé procède des dizains.

c) Le mode d'élection des évêques de Sion par le chapitre et par les sept dizains conjointement est conforme au droit canonique : il a été approuvé par le nonce apostolique en 1760.

d) L'origine de la « Caroline » ou donation de Charlemagne est à rechercher dans les capitulaires de cet empereur : on y retrouve en effet une règle tirée du code Théodosien, soumettant aux évêques les procès entre chrétiens, et une autre par laquelle Charlemagne accorde une valeur plus grande au témoignage d'un évêque. Mais c'est plus tard que l'évêché de Sion a étendu son pouvoir temporel ; il l'a fait dans l'intérêt du pays et de la religion catholique, mais avec l'assentiment des sept dizains, et sous réserve de leur supériorité.

3. *Motifs qui ont déterminé Schiner à composer sa dissertation*

De toute évidence, Schiner s'est proposé de démontrer que le Valais des sept dizains est un pays démocratique et libre depuis le XIII^e siècle, qu'il a accordé à son clergé des prérogatives temporelles plus étendues que sous le régime antérieur, et que, par conséquent, l'évêque et le chapitre de Sion sont mal venus d'élever des plaintes contre l'état de chose actuel.

Mais on est réduit à des conjectures sur les circonstances dans lesquelles Schiner a pris la plume et sur les objectifs immédiats et pratiques qu'il aurait pu viser. Le texte lui-même ne révèle rien, et Anne-Joseph de Rivaz, dans sa réfutation, n'en laisse rien transparaître.

Une chose est toutefois certaine : le *curriculum vitae* de l'abbé Schiner montre qu'il a dû prendre, très jeune déjà, la position qu'il défend en 1778 sur le problème de la souveraineté des sept dizains, car il a été mêlé personnellement aux controverses du chapitre et de la diète sur cet objet. De plus, sa parenté avec le bailli F.-J. Burgener explique sans doute la sympathie qu'il éprouve pour les idées de ce dernier.

En effet, âgé de 22 ans seulement, Jean-Georges Schiner fait son entrée à la diète en qualité de député du dizain de Conches (mai 1736). On était en pleine crise politique : le chapitre de Sion revendiquait ferme, depuis 1734, un siège permanent en diète, avec droit de vote ; il entendait du même coup remettre en selle les droits épiscopaux selon lui les plus menacés, notamment celui de « première instance ». En 1735, les chanoines imprimaient un copieux mémoire sur ces objets ; ils en avaient déposé un second sur le bureau de la diète et réclamaient une réponse en mai 1736. Schiner avait reçu mandat du dizain de Conches pour répliquer, comme les autres dizains, que la demande capitulaire n'était pas fondée, et que l'on voulait « s'en tenir à l'ordre usité dans l'Etat ». Jusqu'en décembre 1738, les députés firent front aux assauts des chanoines, non sans se déclarer « fatigués et ennuyés » de leurs instances⁷. Mais on sait qu'à cette date, Schiner avait déjà cessé d'être député à la diète. On pourrait se demander si une crise de conscience n'aurait pas déterminé le jeune notaire à renoncer au siècle à cette occasion.

Ce problème de la souveraineté, qui l'avait peut-être tracassé jadis, il ne renoncera pas à le creuser tout à loisir, dans le calme du cloître. Le résultat de ses recherches, il le datera du 6 mai 1778, soit exactement quarante ans après qu'il eut abandonné la diète valaisanne. Faut-il y voir un anniversaire ?

Mais entre 1738 et 1778, un fait d'une certaine importance s'était produit : le bailli F.-J. Burgener, cousin germain de notre abbé, avait prononcé un mémoire à la diète d'élection de l'évêque F.-F. Ambuel, en 1760. Le chapitre de Sion mettait régulièrement les dizains du Valais devant un cas de conscience, lors des élections épiscopales ; Burgener, par son écrit, se flattait de mettre un point final à des controverses déplaisantes et de tranquilliser à jamais les députés⁸. Il est visible que cet écrit a intéressé l'abbé Schiner, et il a peut-être ravivé, raffermi, voire justifié ses convictions de « patriote ». Craignant une réfutation du mémoire Burgener de la part de « deux chanoines », il a voulu, semble-t-il, parfaire l'œuvre de son cousin : à la différence d'un disciple anonyme du bailli, qui avait écrit vers 1768 un catéchisme d'instruction civique à l'usage des jeunes Valaisans, l'abbé Schiner ne pouvait suivre le ton de ce pamphlétaire, ni attaquer dans une forme virulente les thèses du chapitre de Sion⁹. Il choisit de ramener le débat sur le plan de l'histoire et de la diplomatie, et d'y apporter des arguments de son cru, qu'il estimait plus décisifs encore que ceux de Burgener et consorts. Il écrit avec la sérénité d'un prélat, animé d'une louable volonté de pacification, et

⁷ V. sur ces faits notre article : *Contestations du Clergé et des Patriotes du Valais au sujet du pouvoir temporel après l'épiscopat de Hildebrand Jost (1638-1798)*, 2^e partie, dans *Vallesia*, VI, 1951, pp. 112-113 et 143-145.

⁸ V. ce texte dans *Contestations...*, 3^e partie, la dernière réponse des VII Dizains : le mémoire du bailli Burgener, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 145-192. — Comme nous l'avons indiqué dans notre note N° 6 ci-dessus, une traduction française du mémoire Burgener se retrouve dans le *Liber Vallis Illiacae* ; Schiner ne la mentionne point dans le répertoire qu'il a dressé de ce manuscrit, mais il y a de fortes chances que ce soit lui qui ait joint cette pièce à la collection de Quartéry.

⁹ V. ce texte dans *Contestations...*, 5^e partie, un catéchisme d'instruction civique à l'usage des jeunes Valaisans du XVIII^e siècle (cité : Catéchisme de 1768), dans *Vallesia*, XIII, 1958, pp. 119-220.

qui se souvient d'avoir été un ancien magistrat. Ses thèses sont néanmoins paradoxales, et l'on doute qu'elles aient convaincu ses contemporains : le chanoine Anne-Joseph de Rivaz ne manque pas de les réfuter assez vivement dans ses *Opera historica*.

Le fait que nous n'ayons jamais retrouvé plus d'un exemplaire de cet écrit atteste, croyons-nous, qu'il n'a pas eu un grand retentissement¹⁰. On peut se demander à qui Schiner désirait s'adresser. On ne connaît aucune version allemande de sa dissertation ; s'il avait voulu convaincre ses compatriotes des sept dizains, il l'eût fait, selon toute vraisemblance, en allemand ou en latin. On pencherait donc à admettre qu'il a voulu dédier son œuvre au clergé du Bas-Valais, peut-être même à ses seuls confrères de l'abbaye, voire à des élèves. Observons encore que le texte n'est pas mis suffisamment au point pour être livré à l'impression. Bien qu'il soit destiné à la lecture, on pourrait y voir des notes en vue d'un exposé oral.

Quoi qu'il en soit, par sa date, la dissertation de Schiner précède de deux ans le décès de l'évêque Ambuel : on sait que ce dernier mourut d'apoplexie le 11 avril 1780, âgé de 66 ans. Schiner prévoyait-il la proximité d'une nouvelle élection épiscopale, et aurait-il voulu parer d'avance à une nouvelle offensive du chapitre, en fournissant quelques armes aux théoriciens de la souveraineté des dizains ? Il serait intéressant de le savoir un jour.

4. Les sources consultées

Schiner s'était intéressé aux idées du bailli Burgener, exposées dans son mémoire manuscrit de 1760. Il le cite expressément comme un événement d'une certaine importance pour le droit public valaisan (v. la note N° 43 du texte). Nous signalons dans nos notes les emprunts qui sont faits à ce texte.

Toutefois, sans le citer aucunement, c'est au catéchisme anonyme de 1768 que Schiner, à notre avis, semble avoir fait les plus larges emprunts. Le lecteur se convaincra, en parcourant les notes dont nous accompagnons le texte, qu'il serait bien difficile d'expliquer la dissertation de Schiner sans la préexistence de ce catéchisme. Plus d'une fois notre auteur suit son guide de très près dans ses recherches historiques et dans ses jugements ; il signale les mêmes faits, cite les mêmes auteurs et les mêmes passages parfois à l'appui de ses démonstrations (ainsi le *Grand dictionnaire* de Louis Moréri, l'*Histoire militaire des Suisses* de B.-F. Zurlauben, le *Corpus Juris Canonici*). En maintes occasions, on a la conviction que Schiner contrôle son catéchisme, le corrige et comble ses lacunes. Parfois, il se laisse prendre au piège, car il commet les mêmes erreurs que lui.

Mais pourquoi, objectera-t-on, donne-t-il tant de références exactes et ne mentionne-t-il jamais ce catéchisme ? C'est peut-être que ce manuscrit était peu répandu — nous n'en connaissons qu'un exemplaire — et plus probablement que l'abbé Schiner l'estimait trop irrévérencieux à l'égard du chapitre

¹⁰ La présence actuelle du manuscrit Schiner dans le fonds de Rivaz s'explique à notre sens par le fait qu'Anne-Joseph de Rivaz a étudié cette pièce, mais a négligé de la restituer à l'abbaye de St-Maurice.

de Sion. De plus, notre auteur ne cite pas toujours ses sources manuscrites : ainsi, il fait de larges emprunts au *Liber Vallis Illiacae*, mais ne le cite qu'une fois. Au demeurant, ses références sont assez abondantes, et en général suffisamment précises. Tomes et pages sont indiqués, mais cette clarté est relative, car pour s'y retrouver, il faut connaître quelle édition il a consultée. Fort heureusement, pour la plupart, ces livres ont été soigneusement conservés dans la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice, où nous avons pu repérer, sans trop de peine, les passages que Schiner avait lus.

Voici la liste des imprimés qui lui ont permis de compléter son catéchisme : le tome XII du *Gallia Christiana* ; les *Capitulaires des rois francs* d'Etienne Baluze ; deux ouvrages de A. Barbosa : *Tractatus de canonicis et dignitatibus*, et *Collectanea... in jus pontificum universum* ; de L. Engel, *Collegium universi juris canonici* ; l'*Histoire de l'Eglise* de F.-T. de Choisy ; l'*Histoire des Helvétiens* de F.-J.-N. de Tieffenthal ; *Vallesiae descriptio...* de J. Simmler ; le mémoire du chapitre de Sion édité en 1735.

Parmi les sources manuscrites, il y a lieu de mentionner les *Statuts du Valais* de 1571 et le *Liber Vallis Illiacae*. Schiner en a certainement consulté d'autres, mais nous ignorons quelles elles furent.

On peut conclure que l'érudition de Schiner n'est pas très étendue ; s'il connaît assez bien les textes intéressant le droit public de son pays, ses investigations se limitent à l'histoire et au droit canonique, et les ouvrages qu'il a vus n'ont pas tous la même valeur. Enfin, il ne transcrit pas ses textes sans fautes ni lacunes, parfois volontaires il est vrai ; mais il le fait, heureusement, sans altérer le sens des documents.

5. Les idées politiques de l'auteur

Schiner se révèle avant tout disciple fidèle du bailli Burgener et du catéchisme de 1768. Il se borne en définitive à parfaire, sur le plan historique, les arguments de ces auteurs contre le pouvoir temporel de l'évêque et du chapitre de Sion. Ses idées politiques ne sont donc pas très originales et nous pouvons renvoyer sur ce point à ce que nous avons dit dans notre introduction au catéchisme de 1768¹¹.

Dans la partie historique de sa dissertation, Schiner apporte un nombre assez considérable de précisions à l'œuvre de ses devanciers ; nous les signalerons en note. La plus importante consiste à fixer, à une date déterminée, soit à la bataille d'Ulrichen en 1211, le jour de gloire de l'indépendance valaisanne : avant ce moment, l'évêque de Sion et le Valais ne sont que sujets des rois ou des empereurs. D'autre part, vu qu'il s'adresse à un public bas-valaisan, Schiner donne plus de détails que le catéchisme de 1768 sur la conquête du Bas-Valais.

Contre les droits souverains du chapitre de Sion, l'auteur pense pouvoir retourner le texte de 1477 que les chanoines croyaient devoir invoquer, en 1735, à l'appui de leurs réclamations (cf. la note N° 35 du texte). Il explique

¹¹ Catéchisme de 1768, pp. 125-130.

surtout par le droit canonique le fait que le chapitre a participé de longue date aux diètes valaisannes.

Nous avons signalé plus haut, dans le plan de la dissertation, les principaux arguments que Schiner avance contre les prétentions du clergé à la souveraineté du Valais. Le plus original est son assertion paradoxale selon laquelle l'évêque et le chapitre jouissent de plus de droits régaliens depuis que les dizains sont devenus souverains. Mais il démontre sa thèse en puisant des faits soit dans le mémoire Burgener, soit dans le catéchisme de 1768, soit encore dans les sources qu'il a consultées personnellement.

Lorsqu'il traite de l'inexistence de la Caroline, quand il soutient que l'autorité temporelle de l'évêque procède des dizains, quand il soutient que le mode d'élection épiscopale, pratiqué par le chapitre et les dizains conjointement, a été entériné par le souverain pontife, Schiner ne fait en somme que développer les idées du bailli Burgener ou du catéchisme de 1768. Son explication historique sur l'origine de la Caroline lui est propre, encore qu'elle soit très peu convaincante.

L'intérêt de la dissertation réside surtout dans son aspect historique ; mais il est aussi piquant de suivre l'influence de la parole du bailli Burgener, soit directement soit par l'intermédiaire du catéchisme de 1768, dans l'esprit d'un ecclésiastique qui fut mêlé, dans sa jeunesse, aux conflits politiques du clergé et des dizains valaisans.

6. *La langue et le texte du manuscrit*

Les publicistes qui avaient écrit sur les contestations entre le clergé et l'Etat du Valais au sujet du pouvoir temporel, s'étaient adressés au public des sept dizains ; aussi s'exprimaient-ils en allemand ou en latin. L'abbé Schiner, transplanté en milieu romand, adopte la langue française, qu'il domine suffisamment. Il subsiste néanmoins assez de fautes pour affirmer que son manuscrit n'a pas été corrigé par une personne de langue maternelle française.

Dans la publication de ce texte, nous serons donc amenés à redresser quelques erreurs manifestes d'accord, de genre ou de nombre, d'orthographe usuelle et quelques germanismes (p. ex. : canton de Lucerne pour canton Lucerne, comte pour compte...). Nous rétablissons aussi l'orthographe actuelle des noms propres de lieu ou de personne ; il y a toutefois lieu d'observer que certaines graphies de l'auteur nous ont révélé les sources auxquelles il avait puisé, mais qu'il n'a pas toujours citées.

Nous reproduisons en caractères italiques les termes ou citations en langue étrangère ; mais nous avons renoncé à signaler les mots que l'auteur souligne, car ces termes, en définitive, ne sont pas très importants. Nous renonçons également à reproduire les notes marginales de l'auteur, du moins dans la première partie antérieure à 1760, parce qu'elles n'apportent aucun élément nouveau par rapport au texte lui-même.

Libertas Vallesiae

*De la division des âges de l'Etat du Valais
depuis la naissance de Notre Seigneur jusqu'à l'année 1778.*

Le 1^{er} âge commence à la naissance de N. S. et comprend 430 ans, où le Valais dépendait des Romains.

Le 2^e âge commence à l'invasion des Bourguignons dans les Gaules (430) et comprend 602 ans, où il obéissait aux rois de Bourgogne et de France.

Le 3^e âge commence à la mort de Rodolphe 3^e et dernier roi de la Petite Bourgogne (1032) et comprend 179 ans, où le Valais appartenait à l'Empire.

Le 4^e âge commence à la défaite du dernier duc de Zähringen à Ulrichen en Conches (1211) et comprend 567 ans, où il vivait franc, libre et indépendant de tout souverain étranger jusqu'à l'année courante 1778.

I

L'honneur d'avoir tout à fait subjugué les Suisses était réservé à Jules César, le plus grand et le plus heureux conquérant qui ait paru dans le monde ; il dompta ceux du Valais par Sergius Galba, l'un de ses lieutenants généraux. Quoique les Vêragriens et les Sédunois, aujourd'hui appelés les Valaisans, dépendaient des Romains depuis Jules César, pendant l'espace de cinq siècles environ, cependant les Romains regardaient le Valais comme un peuple libre, comme il conste par cette inscription : *civitas Sedunorum*, qu'on lit dans une pierre de marbre à l'entrée de la cathédrale de Sion. *Civitas* signifiait chez les Romains un peuple, une communauté libre, aussi le Valais jouissait à Rome du droit de bourgeoisie, laquelle liberté romaine et droit de bourgeoisie a duré jusqu'au V^e siècle¹.

II

Car au V^e siècle, environ l'an 430, plusieurs peuples allemands venant du nord firent une invasion dans les Gaules, s'emparèrent de plusieurs provinces romaines. Les *Burgundi* s'établissaient un royaume autour et le long du Rhône, qui comprenait la Provence, le Dauphiné, le Lyonnais, le comté de Bourgogne, la Savoie, le Valais et une grande partie de la Suisse ; les

¹ Schiner reprend dans ce paragraphe des observations du Catéchisme de 1768 (*Vallesia*, XIII, 1958, p. 143). Cet auteur écrivait probablement à la suite de Stumpf, que l'inscription *Civitas Sedunorum* était encastée dans le mur de la cathédrale de Sion. — Schiner fait allusion ici au droit latin, puis au droit romain complet accordé aux 4 cités du Valais entre 41 et 69 après J.-C. — Sur cette période et sur l'inscription en cause, v. M.-R. Sauter, *Préhistoire du Valais...*, dans *Vallesia*, V, 1950, pp. 51-54 et 146.

Francs s'emparèrent d'autres provinces des Gaules, qu'ils appelaient de leur nom la France, comme les *Burgundi* appelaient leur royaume de leur nom le royaume de Bourgogne, dont le premier roi fut *Gundecorus*, qui avait conduit les Allemands dans les Gaules ; le 2^e, *Gundebaldus*, le 3^e, S. Sigismond, martyr et fondateur de l'abbaye de St-Maurice, à qui Clodomir, roi d'Orléans, enleva le royaume et la vie en 526. Depuis cette date, le Valais est tombé sous la domination des rois de France².

Charlemagne, roi de France et empereur romain, fit son testament à Thionville en 806, où il distribua ses Etats entre ses trois fils Charles, Pépin et Louis. Il donna à Charles son fils aîné la Bourgogne, mais comme il décéda avant son père, en 811, la Bourgogne (où le Valais fut compris) parvint par substitution testamentaire à Louis son frère cadet. Et Charlemagne décéda le 28 janvier en 814.

Louis, héritier universel de tous les Etats de Charlemagne, mourut en 840 et laissa quatre fils, Lothaire, Pépin, Louis et Charles, qui se partagèrent les Etats entre eux.

Lothaire mourut en 855, dont les trois fils Louis, Lothaire et Charles firent le partage des Etats de leur père. Charles eut pour sa portion la Provence, le Lyonnais, la Tarentaise et le Valais. Ainsi lisons-nous dans l'histoire de M. Choisy, tome 5, folio 68³.

A la mort de Charles II les affaires changèrent de face en France, plusieurs grands seigneurs s'érigèrent en souverains et privèrent les descendants de Charlemagne de leurs Etats. Ce fut à cette époque que le second royaume de Bourgogne fut établi, lorsque Rodolphe I^{er} se fit couronner en 888, dans l'abbaye de St-Maurice, par les évêques de Sion, Lausanne et Genève, roi de la Petite Bourgogne.

Rodolphe I^{er} posséda ce royaume jusqu'à la mort en 911, que son fils Rodolphe II lui succéda, celui-ci jusqu'en 937, que Conrad son fils monta

² Schiner développe ici encore ce que l'auteur du Catéchisme de 1768 disait de cette période (p. 144, notes Nos 7 et 8). — *Gundecorus* est le nom du roi Gondahaire « aussi nommé Gundioc, Gundicaire et Gundeuque », selon L. Moréri (*Le grand dictionnaire historique... mélange curieux de l'histoire sacrée et profane...*, première édition de Bâle en français, corrigée et augmentée, Bâle, Jean Brandmüller, 1731-1732, t. 2, 1731, p. 362, art. *Bourgogne transjurane*). — Schiner citera cet auteur un peu plus loin (cf. notre note N° 4 ci-après), d'après l'édition que nous venons de mentionner, conservée aujourd'hui encore dans la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice.

L'an 430 évoque sans doute la défaite infligée aux Burgondes par les Huns en 436, suivie de leur installation en *Sapaudia* par Aetius en 443 : cf. M.-R. Sauter, *op. cit.*, pp. 59-60 ; J. Eggs, *Die Geschichte des Wallis im Mittelalter*, Einsiedeln, 1930, p. 12, donne les dates 455-457 pour la pénétration burgonde en Valais. — Sur Gondebaud (*Gundebaldus*) et S. Sigismond, sur l'assassinat de ce dernier par Clodomir, v. J.-M. Theurillat, *L'abbaye de St-Maurice d'Agaune des origines à la réforme canoniale (515-830)*, dans *Vallesia*, IX, 1954, pp. 100-109.

³ Schiner complète ici une lacune du Catéchisme de 1798, au moyen d'un ouvrage de François-Timoléon de Choisy, *Histoire de l'Eglise...*, Paris, Ch. David, t. 5, 1727, p. 68. Des 11 volumes de cette édition, l'abbaye de St-Maurice possède actuellement les t. 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, avec un ex-libris de l'abbaye et la date de 1755 ; la collection avait été acquise par Louis Charléty, curé de St-Maurice. — On y lit en effet que « Charles eut la Provence, le Lionnois et les pays qu'on a depuis nommés Valais et Tarantaise ».

sur le trône ; à celui-ci a succédé en 994 Rodolphe III lequel n'ayant point de succession, institua pour héritier du royaume de Bourgogne l'empereur Conrad II, lui envoya vers la fin de sa vie le sceptre, la couronne et la lance de saint Maurice et mourut le 6 septembre 1032. Ce royaume comprenait pour lors les évêchés de Besançon, Tarentaise, Bâle, Genève, Belley, Lausanne, Sion, Maurienne, Aoste, les villes de Berne, Soleure, Fribourg, etc. ; ainsi Moréri dans son *Dictionnaire universel* ⁴.

L'an 1035, l'empereur Conrad II donna le Bas-Valais à Humbert I^{er}, premier comte de Savoie, qui resta dans la maison de Savoie jusqu'en 1475, que les 7 dizains conquirent le Bas-Valais depuis le pont de la Morge jusqu'à St-Maurice inclus, du temps de Walter Supersaxo, évêque de Sion ⁵.

III

Le Haut-Valais étant entré sous l'obéissance de l'Empire en 1032, il y resta jusqu'en 1157, que l'empereur Frédéric I^{er} donna par un échange la préfecture du Valais à Berthold IV, duc de Zähringen : *anno 1157 Fridericus imperator Bertoldo Zeringio dedit praefecturam trium episcopatum sedunensis, lausanensis et genevensis cum suis juribus et limitibus, ac tum litem hanc sustulit, tum etiam ipsius jura romano imperio redemit. Ita Josias Simlerus in « Descriptione Vallesiae », pagina 139.*

Comme ce changement de maître ne contenta pas les Valaisans et que Berthold V^e et dernier duc de Zähringen voulut se faire obéir par la force, il entra en 1211 avec ses troupes par la montagne du Grimsel, livra bataille aux Valaisans à Ulrichen en Conches, où il fut entièrement battu, et obligé de se retirer, dont on a érigé un monument perpétuel sur la même place, savoir une croix, qu'on entretient encore aujourd'hui en mémoire du fait. *Ex hac redemptione (romani imperii), ait Simlerus loco supradicto, postea anno 1211 bellum exortum est, Berchtoldus enim superioris filius, cum Vallesii imperium eius recusarent, exercitu valido ex Helvetiis collecto, per montem Grimsulam in Vallesiam irrupit, sed quia nobilibus Transiuranis exosus erat, Vallesii ab his de Principis consiliis edocti, et opibus copiis quoque clam adjuti, Duci advenienti instructo exercitu obviam progressi, manus conseruere, quo praelio Dux Magna parte sui exercitus caesa, aegre eodem, quo venerat, itinere domum rediit.* Le même Berthold décéda ensuite sans postérité à Fribourg en Brisgau en 1218 ⁶.

⁴ Comme l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 144, note N° 9 et p. 145), Schiner cite le dictionnaire de Moréri, dont il reproduit les mêmes passages (p. ex. la nomenclature des diocèses) : v. t. 2 de l'édition indiquée dans notre note N° 2 ci-dessus, p. 362, art. *Bourgogne transjurane*, et *Rois de la Bourgogne transjurane* ; t. 6, p. 147, art. *Rodolphe III*. — Schiner complète le Catéchisme de 1768. — Sur les faits cités pour cette période, cf. Eggs, *op. cit.*, pp. 16-18. Sur l'envoi du sceptre, de la couronne et de l'épée du roi à l'empereur Conrad II, v. aussi notre article *Le glaive des évêques de Sion...*, dans *Annales valaisannes*, 1960, pp. 596 et 598.

⁵ Schiner continue à suivre de près l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 145), qui s'appuyait sur Moréri.

⁶ Schiner cite, d'après une édition postérieure, dont la pagination (p. 139) est

IV

C'est depuis ladite victoire que le Valais emporta sur le dernier duc de Zähringen en 1211 qu'il date le recouvrement de son ancienne liberté, dont il jouit encore à présent grâce au Seigneur et à la valeur de ses armes, qu'il tenait toujours entre ses mains pour se défendre contre les ennemis de sa liberté.

Car en 1318 les barons de Wediswil et de Weissenburg, qui possédaient beaucoup de terres dans la Suisse, cherchaient à s'étendre dans le Valais ; ils y firent une irruption avec le secours des comtes de Kibourg et Strassberg, firent grand dommage à Loèche, furent enfin battus dans la plaine et chassés du pays⁷.

En 1330, le 8 janvier, Aymon, évêque de Sion, fit lecture *in camera superiori domus episcopalis sedunensis* d'un titre de l'an 1189, par lequel l'empereur Henri VI donna à Villelme [Guillaume II d'Ecublens], pour lors évêque de Sion, la régalie de l'évêché, avec ordre que tous les évêques de Sion doivent à l'avenir recevoir la régalie de l'empereur. Ce titre se trouve in « *Gallia christiana* », tome 12, page 433, mais la lecture est venue après coup, le Valais a changé de maître, ou plutôt, de sujet il est devenu maître lui-même en 1211. De plus, il est dit dans le dit acte : *acta sunt haec anno 1189 regnante Domino Henrico VI gloriosissimo romanorum rege, anno regni eius 19^o, datum apud Basileam nonis maii, amen*. Il y a deux fautes de chronologie, car 1^o en 1189 vivait encore l'empereur Frédéric I^{er} et en second lieu, Henri VI n'a régné que 7 ans⁸.

différente, Josias Simmler, *Vallesiae descriptio, libri duo*, Zurich, Froschauer, 1574, p. 50. Il abrège la citation en omettant quelques membres de phrases. — Ainsi qu'il le fait observer au paragraphe suivant, ces luttes sont capitales pour la libération du Valais. — Par ces citations de Simmler, Schiner complète notablement ce que l'auteur du Catéchisme de 1768 disait en s'appuyant sur Zurlauben (pp. 145, 146 et 148). En assignant la date de 1157 à la cession de la « préfecture » sur les trois diocèses en faveur de B. de Zähringen, il corrige la date de 1169 que donnait pour ce fait l'auteur du Catéchisme.

⁷ Schiner condense ici d'assez près, sans indiquer sa source, un auteur qu'il citera un peu plus loin : F.-J.-N. d'Alt de Tieffenthal, *Histoire des Helvétiens...*, Fribourg, Hatt, 10 vol., t. 1, 1749, p. 326. — L'abbaye de St-Maurice conserve encore dans sa bibliothèque les tomes 1, 2 et 4 à 10 de cet ouvrage.

Il corrige la date de 1328 avancée par l'auteur du Catéchisme de 1768 pour la bataille de Loèche (p. 146). C'est d'après le baron d'Alt qu'il donne 1318. La date exacte est 1296 : v. Eggs, *op. cit.*, p. 48.

⁸ Schiner cite l'ouvrage des Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur : *Gallia christiana in provincias distributa...*, t. 12, *ubi de provinciis Senonensi et Tarentasiensi agitur, Parisiis*, 1770, 4^o, dont la bibliothèque abbatiale de St-Maurice possède un exemplaire. Le texte cité se trouve dans la seconde partie du tome, *Instrumenta ad tomum 12 Galliae christiana...*, col. 433-435, N^o XV. — Les « erreurs de chronologie » que l'auteur croit pouvoir relever ne sauraient être retenues : s'il est exact que Frédéric I^{er} Barberousse vivait encore en 1189, c'est précisément cette année-là qu'il partit pour la Croisade, laissant le gouvernement de l'empire à son fils Henri VI, qu'il avait déjà fait reconnaître comme empereur à Bamberg, en 1169, puis couronner à Aix-la-Chapelle ; celui-ci suppléa donc son père en Allemagne, et dès 1184, il était roi de Sicile. Il régnait donc bien en un sens depuis 1169. Après le décès de Barberousse, en 1190, il régna 7 ans. — J. Gremaud, qui a publié le même texte (*Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, dans MDR, t. XXIX à XXXIII et XXXVII à XXXIX, cités : Gremaud, N^o 176), n'a pas soulevé d'objection contre cette chronologie.

En 1365, l'empereur Charles IV confirma le décret que Pierre, comte d'Aarberg et bailli du Valais pour ledit empereur, porta en faveur du chapitre de Sion, par lequel il adjugea audit chapitre le droit de créer seul les notaires dans tout le diocèse. Cet acte se trouve in « *Gallia christiana* », pagina 435, qui est curieux et mérite attention : 1° parce que, dans cette requête adressée à l'empereur, le vénérable chapitre fait la première fois mention de la donation de Charlemagne faite à S. Théodule pour lors évêque : *oblata petitio continebat quod donatione duorum imperatorum et potentissime Caroli magni et singulari largitione comitatus Vallesii sedunensem Ecclesiam ampliarunt S. Theodulo pro tunc Episcopo sedunensi* ; 2° parce que le comte d'Aarberg y prend le titre de vicaire et capitaine général du pays pour l'empereur Charles : *Petrus comes et dominus d'Arberg et in patria Vallesii sedunensis dioecesis pro serenissimo Domino Carolo imperatore vicarius et capitaneus generalis, etc.* Mais ni l'un ni l'autre, ni le chapitre ne font aucune mention (dans la requête et décret) de Guichard Tavelli pour lors évêque de Sion, on n'y donne absolument rien à l'évêque ; 3° l'empereur y est qualifié de patron de l'église de Sion : *cuius patronus est* ; 4° l'empereur dans la confirmation dudit décret traite et qualifie l'Etat de Valais de république : *pro conservatione foelicissimi status Reipublicae* ; 5° enfin, il y réserve les droits d'un chacun : *aliorum juribus semper salvis*, par conséquent la liberté du pays, puisqu'il le regarde pour une république⁹.

Nous avons dit que c'est le premier acte qui ait fait mention de la donation de Charlemagne à S. Théodule ; aussi ne trouvons-nous aucun évêque de Sion qui ait pris le titre de *comes et praefectus Vallesii* jusqu'à cette époque, mais ils se qualifiaient comme suit :

anno 1157 : Ludovicus per Dei patientiam sedunensis episcopus.

anno 1227 : Landricus permissione divina sedunensis episcopus minister humilis.

anno 1303 : Bonifacius permissione divina Episcopus sedunensis.

anno 1330 : Aimo Dei et apostolicae sedis gratia sedunensis episcopus.

anno 1339 : Nos Philippus Dei et apostolica gratia sedunensis episcopus.

*anno 1361 : Nos Guitschardus Dei et apostolicae sedis gratia notum omnibus, etc.*¹⁰.

⁹ Le document cité se trouve dans *Gallia christiana*, t. 12, *Instrumenta*, col. 435-437, N° XVI. Cf. Gremaud, N° 2097. — Dans toutes ces citations, Schiner saute de nombreux mots, et en restitue parfois. — On connaît une invocation de la « Caroline » ou donation de Charlemagne en 1323 déjà (v. notre article *Le glaive des évêques de Sion...*, pp. 600-602). — Sur la situation politique du Valais à cette époque de révolte constante contre l'évêque Guichard Tavelli et sur le rôle du comte Pierre d'Aarberg, v. V. Van Berchem, *Guichard Tavel évêque de Sion...*, dans *Jahrbuch f. Schweiz. Geschichte*, t. 44, Zurich, 1899, pp. 198-248. — Le terme *Respublica* ne revêt certainement pas dans ce texte le sens démocratique que Schiner lui attribue. Comme le relève Du Cange, *Glossarium mediae et infimae latinitatis...*, Paris, F. Didot, 1840-1857, t. 5, p. 732, art. *Respublica*, ce mot désigne généralement le fisc royal dans les sources, dès le IX^e siècle.

¹⁰ Schiner emprunte plusieurs qualificatifs des évêques de Sion au *Gallia christiana*, t. 12, *Instrumenta*, col. 490 (titre de 1157), col. 500 (titre de 1227 : mais il écrit ici *sedunensis episcopus* au lieu de *sedunensis ecclesiae*), col. 433 (titre de 1330) ; il en prend vraisemblablement d'autres dans le *Liber Vallis Illiacae* (v. la note N° 6 de notre introduction ci-dessus), fol. 101 (intitulé de 1303) et fol. 102 (intitulé de 1339). On ignore

En 1373, le 15 janvier, l'évêque Guichard Tavelli, qui demeurait au château de la Soie, fit acquisition du château de la Majorie de noble Bertholet de Grésey, comme il conste in « *Gallia Christiana* », p. 438 ¹¹.

En 1375, le 10 août, ledit évêque fut précipité avec son aumônier du château de la Soie par le baron Antoine de La Tour son neveu pour des difficultés qu'ils avaient entre eux. Cette action cruelle irrita les patriotes, qui résolurent de venger la mort de leur évêque en poursuivant Antoine de La Tour et les siens, tant qu'ils lui livrèrent bataille au pont de St-Léonard la même année, où le comte de Blandrate lui donnant du secours resta sur la place avec beaucoup de monde et Antoine de La Tour se sauva par la fuite ; les patriotes ruinèrent plusieurs de ses châteaux.

En 1377, ils vinrent à une seconde bataille proche de Sion avec ledit de La Tour qu'il perdit encore, et fut chassé du depuis du pays avec toute sa famille ¹².

En 1376, Edouard, évêque de Sion, comte de Savoie et frère d'Amédée VII, fut le premier évêque qui se donna le titre de comte et préfet de Valais : *nos Eduardus Dei et apostolicae sedis gratia sedunensis episcopus, comes et praefectus Vallesii*, etc ¹³. Il fut chassé de son siège par les patriotes, Amédée son frère le protégea, il vint avec ses troupes, prit la ville de Sion, les châteaux de Valère, Tourbillon, fit décapiter les deux chefs du pays Petermann et Heinzmann de Rarogne et rétablit Edouard son frère sur son siège ; lequel ayant été promu à l'archevêché de Tarentaise, Humbert de Billens lui succéda dans l'évêché de Sion, mais étant aussi mal vu des Valaisans, il fut obligé de sortir du diocèse. Amédée de Savoie lui prêta main forte pour le rétablir, entra avec ses troupes dans le Valais, qu'il subjuguait jusqu'à Viège, où il fut entièrement battu par les dizains supérieurs le 20 décembre 1388, avec perte de 4000 hommes et beaucoup de nobles, et les dizains inférieurs furent derechef mis en liberté : ainsi dans l'*Histoire des Suisses*, tome 2^e, par le baron d'Alt ¹⁴.

En 1402, l'évêque Guillaume de Rarogne appelé le Bon mourut au château de la Soie, Guillaume de Rarogne le jeune, âgé de 21 ans et neveu du précédent, évêque de Sion, fut obligé de quitter le château de la Soie en 1417, pour se retirer à Berne avec son père Guichard de Rarogne, bailli, où comme combourgeois ils demandèrent du secours contre les Valaisans pour les affronts et pertes reçus, ce que les Bernois leur accordèrent et entrèrent

par contre où il a lu l'intitulé de 1361, mais il est conforme à des textes de cette époque (v. p. ex. Gremaud, N° 2063).

C'est en 1367 que Guichard Tavelli prit pour la première fois le titre de comte et préfet, certainement pour évoquer la donation de Charlemagne telle qu'elle est décrite dans le légendier de Valère (Van Berchem, *op. cit.*, p. 278).

¹¹ *Gallia christiana*, t. 12, *Instrumenta*, col. 438-440, N° XVIII. — Cf. Gremaud, N° 2151.

¹² Schiner complète ce qu'en dit l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 146), par des emprunts au baron d'Alt (*op. cit.*, t. 2, pp. 192 et 200), qu'il omet de citer.

¹³ Cet intitulé ne date pas d'Edouard de Savoie, mais bien de Guichard Tavelli, en 1367 : v. notre note N° 10 ci-dessus.

¹⁴ D'Alt, *op. cit.*, t. 2, pp. 231-232. — Comparer ce qu'en dit le Catéchisme de 1768 (p. 146). V. aussi Simmler, *op. cit.*, p. 53.

avec leurs troupes dans le Valais par les montagnes de Conches, où ils brûlèrent le village de Gestillen, pillèrent Oberwald et vinrent à Ulrichen où, n'ayant pas été sur leur garde, ils furent surpris par 700 Valaisans en 1419 et se retirèrent. Pour pacifier cette querelle qui dura 5 ans entre la maison de Rarogne et les Valaisans, on tint un congrès à Evian, où leurs difficultés furent accommodées par des arbitres. Les Valaisans furent condamnés à payer 10.000 florins d'Allemagne aux Bernois, 4000 florins à l'Eglise de Sion, 10.000 florins à la Maison de Rarogne et 1.000 florins aux arbitres, ce qui a été accepté de part et d'autre : *ita Simlerus* et le baron d'Alt ¹⁵.

En 1422, André de Gualdo, administrateur de l'évêché de Sion, comte et préfet du Valais, nomma Jean Heimgarter de Conches pour son bailli, *ut constat ex contractu inter episcopum et ballivum patriae de mercede annuatim recipienda*, [in] « *Gallia Christiana* », p. 439. Il excommunia ledit Guillaume de Rarogne le Jeune en 1424 ¹⁶.

Après le décès d'André [de] Gualdo le chapitre et les 7 dizains élurent pour évêque un autre Guillaume de Rarogne, qui fit faire lecture de ses bulles apostoliques dans une assemblée générale à Brigue en 1437, et demanda en même temps d'être reconnu pour seigneur spirituel et temporel dans le pays, conforme aux bulles, ce que les députés firent au nom de leurs communautés : « *Gallia christiana* », p. 442 : *qui quidem... ipsum supradictum Dominum Guillelmum in dictae Ecclesiae episcopum et praesulem, Dominumque ipsorum spiritualem et temporalem gratanter sumpserunt, et acceptaverunt, etc., et hoc vigore electionis nuper factae per venerabile capitulum, concurrente in hoc concilio et voluntate earunden communitatum, etc.* Ledit évêque nomma en 1441 pour son bailli noble Heinzmann de Silenen, et mourut en 1451 ¹⁷.

Son successeur Henri Esperlin de Rarogne ne voulut point consentir en son élection, que les patriotes n'eussent préalablement révoqué certains articles stipulés en 1446, au château de Naters, contre la liberté de l'Eglise de Sion. Il fit faire lecture en Valère, le 7 février 1451, de la vie de saint Théodule, [de] saint Charlemagne et de la lettre de Charles IV. Les députés des

¹⁵ D'Alt, *op. cit.*, t. 3, p. 183, et Simmler, *op. cit.*, pp. 53-56. — Cf. Catéchisme de 1768, pp. 146-147.

¹⁶ *Gallia christiana*, t. 12, *Instrumenta*, col. 440-442 (et non pas 439). — L'excommunication de 1424 n'est pas mentionnée dans ce passage. E. Hauser (*Geschichte der Freiherren von Raron*, dans *Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft*, t. 8, Zurich, 1916, pp. 161 et suiv.) n'en parle pas non plus. Mais il est exact qu'en 1424 l'évêque de Constance avait obtenu du pénitencier du pape l'autorisation d'absoudre Guichard de Rarogne et ses complices, tandis que l'archevêque de Tarentaise et l'administrateur de l'évêché de Sion, A. de Gualdo, prononçaient des sentences contre Guillaume de Rarogne, jadis évêque élu de Sion (Gremaud, N° 2743, 2744, 2748). Schiner s'appuie sans doute sur la première partie du t. 12 du *Gallia christiana*, *Ecclesia sedunensis*, col. 747, où il est fait état d'une sentence d'excommunication portée par l'administrateur de Gualdo, le 18 octobre. On ne sait pas, de la sorte, s'il s'agit de la sentence de Tarentaise (16-31 octobre) ou de celle de Gualdo (24 octobre).

¹⁷ Citation tirée du *Gallia christiana*, *Ecclesia sedunensis*, col. 748-749, et *Instrumenta*, col. 443 (et non 442). — Heinzmann de Silenen, de Viège, fut bailli du Valais 1426 à 1428 et en 1434 déjà, puis de nouveau en 1441 (H.-A. von Roten, *Die Landeshauptmänner...*, pp. 38-39).

dizains en conséquence de ladite lecture révoquèrent les articles en question. « *Gallia christiana* », p. 444¹⁸.

En 1475, du temps de l'évêque Walter Supersaxo, Rodolphe d'Asperlin de la famille de Rarogne, pour tirer son héritage, implora le secours et la protection de Jean-Louis, évêque de Genève et frère du duc de Savoie, qui entra avec 18.000 hommes dans le Haut-Valais, assiégea la ville de Sion ; en attendant, les Bernois envoyèrent 3.000 hommes au secours du Valais et à leur arrivée les Savoyards furent battus le 13 novembre 1475, chassés du pays et le Bas-Valais conquis depuis le pont de la Morge jusqu'à Saint-Maurice. *Paruerunt deinde*, dit Simlerus, p. 80, *Contegiani Bernatibus, bello enim veragrico quod anno 1475 gestum est, Bernates suppetias tulere Vallesiis, qui illis in stipendium Contegium dedere, sed bello allobrogico anno 1536 Vallesii data Bernatibus praefectura ad lacum Lemani, quae Aelen vocatur Contegium quamvis impari permutatione eius loco receperunt, ne deinceps quisquam exterorum ulli parti Vallesiorum imperaret*¹⁹.

La lecture qu'on a faite par-devant l'assemblée générale à Brigue en 1437 et à Valère en 1451, de la vie de saint Théodule et [de] saint Charlemagne ayant fait impression sur l'esprit des Valaisans et produit un bon effet, l'évêque et le chapitre les ont ornées d'un nouveau manteau, ou vidimus en 1477 : « *Gallia christiana* », p. 447 : *Privilegia concessa a Carolo Magno Ecclesiae et Episcopo Sedunensi per Leonhardum Prepositi canonicum et officialem sedunensem sedentem pro tribunali Seduni in antiqua curia mensae episcopalis Seduni die 15^a januarii 1477 visa et recognita*²⁰.

En 1477, le dernier décembre, l'Etat fut assemblé à Sion au château de la Majorie, où l'on s'accorda pour le bien de la République, de l'Eglise de Sion et de la patrie du Valais, *pro commodo reipublicae, Ecclesiae sedunensis et patriae Vallesii* touchant le Bas-Valais dernièrement conquis, que l'Etat prit sous sa protection, *omnes et singulos... et ipsorum successores in suam Ecclesiae sedunensis et patriae Vallesii obedientiam et defensionem recepit*. Il y est dit de plus : *quod in tota patria tam a Morgia Contegii superius quam inferius non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis, videlicet praelibatus Reverendissimus Dominus noster Sedunensis Episcopus, qui nunc est, seu qui pro tempore fuerit*. On n'y reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel, savoir l'évêque ; le chapitre et les chanoines n'y sont point reconnus pour tels²¹.

En 1481, *die 9^a augusti visa fuit transactio per Leonardum Prepositi officialem canonicum sedunensem, [in] « Gallia christiana », p. 452*. Cette

¹⁸ *Gallia christiana*, col. 749 et *Instrumenta*, col. 444-446.

¹⁹ Citation textuelle de Simmler, *op. cit.*, p. 27.

²⁰ Citation empruntée au *Gallia christiana*, col. 750, et *Instrumenta*, col. 447-450.

²¹ L'auteur a lu ce document dans le *Liber Vallis Illiacae*, pp. 135-138 ; il le cite en rapprochant divers passages et en sautant plusieurs mots. — Le chapitre de Sion n'en avait donné que de petits extraits dans son mémoire de 1735 (*Vallesia*, VI, 1951, pp. 113 et suiv., et p. 116 ; *Vallesia*, X, 1955, p. 177 et XIII, 1958, p. 170). — Ce texte a été publié, non sans variantes, par F. de Gingins-la-Sarraz, *Développement de l'indépendance du Haut-Valais et conquête du Bas-Valais*, 2^e partie, dans *Archiv f. schweiz. Geschichte*, t. 3, Zurich, 1844, pp. 234-243.

transaction est sans date de l'an et jour, elle doit avoir été faite entre Amédée, comte de Savoie, et Boniface, évêque de Sion, qui vivait en 1290. Dans cette transaction Amédée demanda à l'évêque et aux patriotes la régalie du Valais, alléguant qu'elle lui avait été vendue par l'évêque Landri (qui décéda en 1237) avec le consentement du chapitre. Mais l'évêque Boniface et noble Pierre de la Tour lui répondirent que cette vendition était nulle pour plusieurs raisons, entre autres : *ex eo quod dioecesani et eius capitulum teneant regaliā totius patriae in feudum ab imperatore et pro servitio videlicet tribus vasis veyerēs cum uno muleto albo ferrato argento in quatuor pedibus* ²².

En 1483, le dernier février, l'évêque Josse de Silenen accorda aux 7 dizains pour les frais de la dernière guerre contre la Savoie à chacun 200 florins de récompense : « *Gallia christiana* », p. 454 ²³.

En 1490, le 19 décembre, les dizains non contents de ladite récompense, on fit un nouvel accord entre l'évêque Silenen et les 7 dizains, où le précédent fut révoqué : *pronunciaverunt concorditer primo quod nos Jodocus de Sillinon episcopus sedunensis et nostri successores habeamus in tota patria et terra a dicta Morgia tam inferius quam superius, quae in bello praedicto tempore Domini Valtheri Supersaxo praedecessoris nostri Ecclesiae sedunensi et patriae Vallesii fuit restituta et recuperata omnimodam jurisdictionem altam et bassam, merum et mixtum imperium omni modo et forma quibus habeamus et possidemus a dicta Morgia superius, etc. Haec pronuntiatio in castro Saxi de Naters die 26^a maii anno currente publicata et per Jodocum de Sillinon episcopum sedunensem et oratores 7 Desenorum Seduni in magna stupha castri Majoriae anno 1490, die 19^a decembris approbata* ²⁴.

En 1535, le 3 septembre, l'évêque Adrien de Riedmatten fit vidimer par Monseigneur Jean Grand, chanoine de Sion, official et vicaire général, la confirmation de la Caroline que Charles-Quint a donnée à Worms le dernier février 1521 : « *Gallia christiana* », p. 456 : *reservata tamen nobis superioritate*, dit Charles-Quint ²⁵.

En 1536, le 25 février, l'Etat assemblé à Saint-Maurice, dans le pré derrière l'abbaye, reçut l'obéissance et la fidélité de ceux du gouvernement de Monthey jusqu'à Evian, qui se sont volontairement soumis à l'Etat de

²² Citation tirée du *Gallia christiana*, col. 750, et *Instrumenta*, col. 452-454. Le texte n'est pas reproduit mot pour mot. — V. le même texte publié par Gremaud, N° 1041 ; la date en est fixée « vers 1293 », sous Boniface de Challant. V. l'interprétation de ce texte par V. Van Berchem, *Les relations des évêques de Sion avec l'Empire*, dans *Anzeiger f. schweiz. Geschichte*, N. S., t. 7, 1894-1897, p. 56.

²³ *Gallia christiana*, col. 750, et *Instrumenta*, col. 454-456.

²⁴ Schiner aurait pu lire ce texte dans le mémoire du chapitre de Sion, publié en 1735 (v. un exemplaire aux AV, fonds Ph. de Torrenté, AT L collectanea 9, N° 28), dont nous avons parlé (*Vallesia*, VI, 1951, pp. 113-136). Mais il en a pris connaissance, plus probablement encore, dans le *Liber Vallis Illiacae*, pp. 147-150 : en effet, le second mot, *concorditer*, ne figure pas dans le texte reproduit par le mémoire capitulaire, mais on le rencontre au contraire dans la copie du *Liber Vallis Illiacae*. De toute façon, Schiner omet un certain nombre de mots.

²⁵ *Gallia christiana*, t. 12, *Instrumenta*, col. 456-459. — Le bailli F.-J. Burgener avait déjà insisté sur l'expression « *reservata tamen nobis superioritate* » contenue dans ce texte (*Vallesia*, VIII, 1953, p. 177).

Valais à cause de la guerre qu'il y avait entre le duc de Savoie et les Bernois : *obedientiam, fidelitatem et iuramentum praestaverunt in manibus magnifici viri Jodoci Kalbermatter nostri generalis capitanei ad id per nos deputati, etc. Quinimo dicti homines et nobiles recepti, esse boni, fideles et legales erga nos praefatum Dominum episcopum et communitates dictorum 7 Desenorum patriae Vallesii et suos honorem, commodum et utilitatem promovere, damnumque et incommodum nostrorum et dictarum communitatum patriae Vallesii possetenus devitare, et omnia alia et singula facere, quae boni, fideles et legales homines Domino suo facere debent et tenentur. Acta fuerunt haec apud S. Mauritium agaunensem in nostro generali concilio tento in prato abbatis retro eandem abbatiam sito, die 25^a februarii anno Domini 1536. Vald. f. 219²⁶.*

En 1539, le 4 août, Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, céda aux 7 dizains le gouvernement de Monthey jusqu'à Saint-Gingolph, et ceux-ci lui rendirent le reste tant dans la plaine que dans la montagne, comme Abondance, Châtel, Chapelle, Vacheresse, St-Jean, Le Biot, Evian, etc., pris sur le duc en 1536²⁷.

En 1571, on dressa les nouveaux statuts du pays conformes aux anciens, où l'évêque est reconnu pour comte et préfet du Valais, et les 7 dizains pour un peuple libre et république : *data et delegata est commisio non solum a nobis, dit l'évêque, sed a tota republica omnium 7 Desenorum huius terrae Vallesii. A Deo tibi concessa, ô patria, est libertas tua... haec autem statuta non solum nos et ven. capitulum sedunense ac septem Deseni terrae Vallesii huius approbamus, sed etiam omnibus sigillis ad perpetuae rei firmitatem et robur corroborari curavimus. Datum Seduni anno 1571, die 23^a mensis maii²⁸.*

En 1613, le 15 octobre, les quatre dignités du vénérable chapitre, tant à leur nom que celui de tous les confrères, ont solennellement révoqué et renoncé, *sede episcopali vacante*, à la prétendue Caroline : « *Gallia christiana* », p. 463²⁹.

²⁶ Schiner se réfère ici expressément au *Liber Vallis Illiacae*, qui comporte effectivement une copie de l'acte de 1536 aux pp. 219-223. Le texte cité se retrouve à la p. 223, mais l'auteur l'abrège en omettant plusieurs passages ; il écrit *promovere* pour *procurare*, *devitare* pour *evitare*, etc.

²⁷ La date de 1539 est une erreur manifeste de Schiner : Anne-Joseph de Rivaz l'a déjà redressée en marge : 1569. — L'auteur veut sans doute faire allusion au traité signé le 4 mars 1569 entre la Savoie et le Valais (v. à ce sujet P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 76-80 ; les originaux scellés, sur parchemin, se trouvent aux AV, 15, N° 11 bis et 12). L'auteur du Catéchisme de 1768 donnait pour ce traité la date de 1569, qui est correcte, mais c'est probablement à sa suite que Schiner a reproduit celle du 4 août, qui ne l'est pas. En revanche, Schiner a redressé à bon droit en 1536 la date de 1535 que cet auteur assignait à la conquête du Chablais (p. 148).

²⁸ Schiner juxtapose ici, non sans quelques légères retouches, des passages empruntés aux 4 derniers paragraphes du préambule des Statuts du Valais de 1571 (v. ce texte publié par Andreas Heusler, *Rechtsquellen des Cantons Wallis*, dans *Zeitschrift f. schweizer. Recht*, N. S., t. 8, p. 264). — L'auteur du Catéchisme de 1768, à la suite du bailli Burgener, attachait déjà une grande importance à la déclaration contenue dans ce préambule (p. 151).

²⁹ *Gallia christiana, Instrumenta*, col. 463-464. Traduction de ce texte chez P.-A. Grenat, *op. cit.*, p. 189. — Sur ces faits, v. nos ouvrages : *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)*, dans *Vallesia*, II, 1947, pp. 76-80, et *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 118-140.

Le Valais, après avoir recouvré son ancienne liberté en 1211, fit alliance avec Berne l'an 1250, 1475, 1500, 1618 et 1643 ; avec les cantons [de] Lucerne, Uri et Unterwald, l'an 1417 ; avec les 7 cantons catholiques à Lucerne, l'an 1533 ; à Zoug, le 8 juillet 1613 ; à Fribourg, le 23 octobre 1623 ; à Soleure --- ; à Lucerne --- ; à Sion, le 11 novembre 1681 ; à Uri, le 6 novembre 1696 ; à Schwyz, le 25 octobre 1728 ; à Unterwald, à Stans, le 13 septembre 1756 ; à Sion, le 14 novembre 1780 ; avec la France, l'an 1500, 1516, 1521, 1549, 1564, 1582, 1602, 1663, 1715 et 1777 ; avec la Savoie, 1528, 1569 et 1590³⁰.

Le Valais comme membre allié du Corps helvétique a été reconnu libre et indépendant de l'empire par les empereurs Rodolphe en 1291, par Henri VII, par Louis V, par Charles IV, par Sigismond, par Maximilien en 1499 et dernièrement par Ferdinand III, 1648, le 24 octobre, à Münster, au 6^e article du traité de paix entre l'empereur, le roi de France et le roi de Suède³¹.

Prétention du vénérable chapitre

Après que la chère patrie se fut défaite au prix de son sang et de son bien depuis longues années de tous les ennemis étrangers qui enviaient sa liberté, et après l'avoir affermie le plus fortement par le lien des puissantes alliances, le vénérable chapitre et le nouvel évêque Hildebrand Jost s'élevèrent de nouveau contre elle en diète de mai, l'an 1614, où ils reprirent la Caroline, qu'ils venaient de révoquer et renoncer l'année précédente ; le chapitre la soutenait fort et ferme ; l'évêque disait dans le pays et dehors que les Valaisans étaient ses sujets ; il prétendait avoir un droit souverain sur eux, en vertu de la Caroline ; il sollicitait le secours des princes étrangers contre la patrie, ce qui occasionna plusieurs députations hors du pays et en attira dans le pays, jusqu'à ce qu'enfin l'évêque sortît du diocèse, allât à Rome et, à son retour, souscrivît à Sembrancher à des sentiments plus pacifiques et moins préjudiciables à la souveraineté et liberté des 7 dizains ; après quoi l'évêque se réconcilia par l'intervention du bailli Kalbermatter, et par le traité que le vénérable chapitre fit avec les 7 dizains l'an 1636. L'évêque s'endormit dans la paix du Seigneur en 1638. Les titres que le chapitre produisit ladite année 1614 sont in « *Gallia christiana* », p. 466, et mentionnés ci-devant : savoir la vie de S. Charlemagne, S. Théodule, Henri VI de 1189,

³⁰ Schiner a complété, postérieurement à son écrit semble-t-il, dans des notes marginales, la liste des renouvellements d'alliance avec les cantons catholiques suisses. Il ne mentionne pas la paix d'Arona (1503) mais ajoute le renouvellement d'alliance avec la France en 1577, ainsi que les alliances avec la Savoie ; sa liste semble donc un perfectionnement de celles établies par l'auteur du Catéchisme de 1768 (pp. 145, 149-151). L'auteur ne dit pas où il puise sa documentation.

³¹ Schiner reprend de très près ce que l'auteur du Catéchisme de 1768 avait déjà dit à la suite de Moréri (p. 148) ; il ajoute toutefois l'empereur Rodolphe en 1291 et corrige Charles VI en Charles IV. — Sur la paix de Münster (1648) et sur la situation du Valais dans le St-Empire, v. notre article *L'indépendance du Valais à l'égard du Saint-Empire...*, dans *Annales valaisannes*, 1948, pp. 429-448. Le texte de l'article en question se retrouve dans *Eidgenössische Abschiede aus dem Zeitraum von 1618 bis 1648*, Bd. 5, Abth. 2, p. 2218 et chez A. Heusler, *Schweizer. Verfassungsgeschichte*, Bâle, 1920, p. 250.

Charles IV de 1365, Guillaume de Rarogne de 1437, 1446, Henri Esperlin de 1451, Charles-Quint de 1521, etc.³².

1732, le 27 août et 28 août, on tint à Viège une *Landsgmein*, c'est-à-dire une assemblée générale de paysans de différents dizains, à l'occasion d'un traité fait avec M. Mandel, pour les mines de fer de Binn, qui occasionna une mutinerie parmi le peuple, à qui on débitait que la liberté ou le pays fût vendu ; ils y dressèrent beaucoup d'articles à leur mode, mais qui tombèrent d'eux-mêmes³³.

En 1735, le 9 novembre, le chapitre de Sion distribua par les dizains un manifeste imprimé de 50 pages³⁴, où il prétendait avoir séance et suffrage dans les diètes ; il ne fondait plus sa prétention sur la donation de Charlemagne, dont il n'y fit aucune mention, mais sur le traité de Walter Supersaxo avec les 7 dizains de 1477 et sur les statuts de 1571 pour y avoir mis son sceau. Il est à remarquer 1° que le traité de 1477 ne reconnaît qu'un seul seigneur spirituel et temporel, qu'un seul comte et préfet, qu'un seul juge général du pays, qui est le Révérendissime seigneur évêque, dont les appels vont immédiatement au souverain, à la diète générale, *non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis, videlicet Reverendissimus Dominus noster episcopus sedunensis*. Ledit traité ne reconnaît point le chapitre et les chanoines pour seigneur spirituel et temporel dans les diètes³⁵. — 2° L'approbation que le vénérable chapitre a donnée aux statuts de 1571, en y imposant son sceau, n'est pas un titre qui lui donne droit de séance et suffrage dans les diètes, mais c'est une autorisation qu'il donne à l'évêque, parce que selon les canonistes les évêques et prélats doivent traiter les affaires *majoris mo-*

³² *Gallia christiana*, col. 756-758 et *Instrumenta*, col. 464-484. — Sur ces faits, cf. notre note N° 29 ci-dessus.

³³ Sur ces faits, v. notre article dans *Vallesia*, V, 1950, pp. 214 et suiv.

³⁴ Sur ce mémoire du chapitre de Sion, voir *Vallesia*, VI, 1951, pp. 113-142. Il comporte effectivement 50 pages imprimées, ce qui démontre que Schiner en a eu un exemplaire sous les yeux ; l'analyse qu'il en donne prouve qu'il en a pris une connaissance directe et qu'il ne s'est pas contenté de ce qu'en disaient le Catéchisme de 1768 ou le bailli Burgener (*Vallesia*, VIII, 1953, pp. 157-174 et XIII, 1958, pp. 141-189).

³⁵ Sur le traité de 1477, cf. notre note N° 21 ci-dessus. — L'auteur du Catéchisme de 1768 (pp. 170-173) n'avait pas observé que l'acte de 1477 ne mentionnait, comme unique seigneur du Valais, que l'évêque de Sion, ce qui ne laissait apparemment aucun titre de co-seigneur au chapitre. Schiner, en utilisant cet argument, pense éliminer par là toutes les revendications des chanoines. Comme nous l'avons déjà montré (dans *Vallesia*, VI, 1951, pp. 136-137), l'historien P.-A. Grenat (*op. cit.*, pp. 392-393) admet et reprend toute l'argumentation de Schiner et accuse ensuite le chapitre d'avoir manqué d'érudition, en 1735, en invoquant l'acte de 1477 ; il aurait mieux fait, écrit-il, d'évoquer le possesseur, c'est-à-dire son droit de siéger en diète, incontesté au XVI^e-XVII^e siècle. A notre sens, la reconnaissance de l'évêque comme « seul seigneur temporel et spirituel » n'exclut aucunement les droits du chapitre dans ce que nous avons appelé l'« Etat corporatif » médiéval. Ajoutons que le chapitre ne fondait pas ses droits uniquement sur le traité de 1477, comme le veut Grenat, qui semble n'avoir jamais lu le mémoire capitulaire de 1735, mais sur plusieurs textes tendant à démontrer que ses prérogatives étaient bien établies dès le XV^e siècle. Le droit public valaisan étant essentiellement coutumier alors, il était légitime de passer en revue les rares actes relevant du droit public en Valais, afin d'examiner s'ils n'excluaient pas les droits du chapitre. On ne saurait donc dire comme Grenat que le mémoire du chapitre en 1735 était « vicieux », ni que les chanoines aient manqué d'érudition à ce moment.

menti du consentement ou de l'avis de leur chapitre : *pro regula tenendum est, quod praelati omnia maiora negotia cum consensu vel consilio suorum capitulorum expedire debeant*, dit Engel³⁶. On a demandé en différents actes et traités l'approbation et le sceau du chapitre, pour qu'il ne puisse pas, à la suite des temps, les disputer et révoquer en doute : *capituli consensus in multis casibus exigitur, ita ut quod sine ipso ab episcopo factum fuerit, nullius sit roboris et momenti* (Barbosa)³⁷.

En 1737, le 18 mai, le chapitre demanda d'avoir les Abscheids des diètes, comme un membre d'Etat ; ce fut inutile³⁸.

En 1752, le siège épiscopal restant vacant depuis le 19 janvier jusqu'au 31 août, le vénérable chapitre distribua un petit mémoire imprimé de 3 pages, où il offrait de faire la présentation d'un nouvel évêque, moyennant que l'Etat voulût laisser jouir le nouvel évêque des droits dont les évêques de Riedmatten jouissaient et que le chapitre fût reconnu pour un membre d'Etat. L'Etat, extraordinairement assemblé à la Souste, répondit en date du 13 mars qu'il n'accordait rien au détriment de la souveraineté des 7 louables dizains³⁹.

En 1752, le 31 août, jour de l'élection de l'évêque, l'immunité du souverain Etat ayant été lésée par les députés de Sion, la diète de Noël de cette année fut convoquée et tenue à Sierre ; de même y fut convoquée l'année suivante la diète de mai, mais comme le premier jour de l'assemblée messieurs les députés de Sion parurent et donnèrent satisfaction aux 6 dizains, en demandant excuse de la faute commise à la dernière élection, etc., l'évêque et tous les seigneurs députés partirent ensemble de Sierre, pour continuer la diète à Sion⁴⁰.

³⁶ Le Catéchisme de 1768 (p. 162) soutenait que l'évêque et le chapitre avaient apposé leurs sceaux aux Statuts du Valais de 1571 pour s'obliger par là à en respecter la teneur. Schiner reprend plus loin cette idée, mais explique aussi la présence du sceau capitulaire par un principe de droit canonique, à savoir l'assentiment que le chapitre doit donner à l'évêque pour toutes les affaires importantes. Il emprunte mot pour mot sa citation au P. Ludovicus Engel, *Collegium universi juris canonici...*, 10^e éd., Salzbourg, Mayr, 1726, p. 569. Nous n'avons pas rencontré d'exemplaire de cet ouvrage dans la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice ; mais le livre de cet auteur autrichien était bien connu en Valais : l'édition de 1728 était dédiée à l'évêque de Sion F.-J. Supersaxo (v. à ce sujet notre article dans *Vallesia*, X, 1955, p. 181, note N° 49) ; la Bibliothèque cantonale du Valais à Sion en conserve une édition de 1726, portant l'ex-libris du docteur Mathias Ryff, et une autre de 1728, donnée par l'évêque Supersaxo au chanoine Jacobus Schmid.

³⁷ Schiner cite ici Augustin Barbosa, *Tractatus de canonicis et dignitatibus...*, Lyon, Borde et Arnaud, 1700, dont on retrouve un exemplaire à la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice. La citation se lit textuellement dans l'*Index verborum* de cet ouvrage ; elle est développée en d'autres termes à la p. 240, N° 14 : *capituli consensus in multis casibus exigitur, ita ut quod sine ipso ab episcopo factum fuerit, nullius sit roboris et momenti*.

³⁸ Fait mentionné par le Catéchisme de 1768 (pp. 141 et 166). Schiner ne parle toutefois pas d'une demande « écrite » du chapitre. V. encore à ce sujet *Vallesia*, VI, 1951, p. 144.

³⁹ Le Catéchisme de 1768 signalait aussi ce mémoire (pp. 166-168). Le mémoire imprimé date du 7 avril 1752 ; le chapitre s'y plaint de la réponse négative de la diète tenue à La Souste le 13 mars de la même année. La réponse définitive des dizains (8 mai 1752) et les tergiversations qui suivirent ne furent pas aussi négatives que la réponse du 13 mars (cf. *Vallesia*, VI, 1951, pp. 147-149 ; original du mémoire aux AV, fonds AT L collectanea, t. 9, N° 30).

⁴⁰ Schiner reprend de très près le Catéchisme de 1768 pour ces faits (pp. 153 et

En 1755, au mois de juin, l'Etat du Valais destinait 500 hommes, dont 150 Bas-Valaisans étaient déjà en marche, au secours du canton d'Uri contre ses sujets du Lifinertal, qui se mutinèrent⁴¹. En 1756, l'évêque pour les circulaires...⁴².

En 1760, le bailli donna par écrit une réfutation⁴³ des manifestes que le vénérable chapitre distribua ci-dessus, prétendant avoir part au gouvernement de l'Etat ; du depuis deux chanoines du vénérable chapitre ont essayé d'y répliquer ; mais leur essai n'est pas encore venu au jour, probablement garderont-ils le silence, vu que le comte et préfet du Valais possède aujourd'hui dans le gouvernement démocratique plus d'autorité et de droits de régalie qu'il ne possédait dans l'ancien temps. Car présentement, dans la démocratie, l'évêque est un seigneur libre et son diocèse, un pays franc ; par contre, du temps de Charlemagne et des rois de Bourgogne, il était sujet et tout le pays ; présentement, il reçoit la régalie *per traditionem gladii* dans le pays, à la cathédrale, du souverain Etat⁴⁴, la gratification du roi de 1.200 francs⁴⁵ ; autrefois, il était obligé de la recevoir hors du pays, de l'empereur avec frais, et sans pension ; présentement il est comte et préfet dans le Bas-Valais comme dans le Haut, et reçoit des gouverneurs un émolument annuel de 90 francs⁴⁶ ; il y a 300 ans, qu'il ne l'était que dans le Haut-Valais, et il fallait payer le salaire au bailli ; présentement, il est juge général dans tout le pays ; autrefois le comte était sujet à la correction du vicaire ou bailli que l'empereur envoyait dans les provinces⁴⁷ : *comes si neglexerit a rege vel a misso, id est a legato regis est judicandus : ita in « Capitularibus Caroli*

154. — A la p. 153, la date 1753 de la note N° 33 doit être évidemment corrigée en 1752). — La seule précision apportée par Schiner est la date du 31 août.

⁴¹ Schiner précise également le Catéchisme en indiquant la date de juin (p. 147).

⁴² Schiner a noté ultérieurement, au bas de la page : « En 1756, l'évêque pour les circulaires ». — Sur ces « lettres circulaires » et sur leur réclamation par l'évêque en 1756, v. *ibid.*, pp. 141, 155, 169-170, et *Vallesia*, VIII, pp. 146-147.

⁴³ Il s'agit du mémoire du bailli F.-J. Burgener que nous avons publié dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 145-192. — Sur la date de ce mémoire, voir *Vallesia*, XIII, 1958, p. 124, note N° 4. — Schiner apporte une indication nouvelle en disant que deux chanoines ont essayé d'y répliquer : mais nous n'avons jamais jusqu'ici trouvé de traces de cette tentative. Il aimerait couper court à toute réfutation de ce mémoire grâce à la démonstration qui suit ; il en puise les arguments dans le mémoire de Burgener lui-même, ou dans le Catéchisme de 1768, soit encore dans ses propres connaissances des prérogatives du haut clergé de Sion.

⁴⁴ Sur cette remise du glaive, v. notre article *Le glaive des évêques de Sion...*, notamment pp. 598-599 et 614-618.

⁴⁵ Sur cette pension ou gratification, v. différentes interprétations et évaluations dans *Vallesia*, VIII, 1953, p. 180, et XIII, 1958, pp. 157, 162-163.

⁴⁶ Schiner est seul à parler de cet émolument de Fr. 90.— payé par les gouverneurs à l'évêque. Nous n'en avons pas trouvé de traces, jusqu'ici, dans les recès de la diète valaisanne.

⁴⁷ Le bailli était primitivement un officier de l'évêque de Sion (cf. J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...*, Lausanne, 1927, p. 110, et notre ouvrage *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 215, note N° 739 et p. 217, note N° 749. Le vicaire ou bailli de l'empereur n'a rien de commun avec le bailli de l'évêque. Schiner a signalé plus haut (cf. notre note N° 9 ci-dessus) le titre de « vicaire et capitaine général » porté par le comte Pierre d'Aarberg, qui était intervenu en Valais au nom de l'empereur. P. d'Aarberg et Bourcard Moench sont comptés au nombre des « baillis impériaux » du Valais : v. L. Dupont Lachenal, *Les chefs d'Etat du Valais*, dans *Annales val.*, 1946, p. 114.

Magni », tom. 2, p. 338⁴⁸. Présentement le comte et préfet a droit de dresser des lois avec les 7 dizains, ce qu'il n'avait pas du temps de Charlemagne et Louis le Pieux, dont il était obligé de suivre la loi : *comites debent scire legem et secundum eam judicare (ibid.)*⁴⁹. Présentement, le comte prononce avec les 7 souverains dizains la dernière sentence en diète ; autrefois, il était obligé de rendre lui-même compte de sa conduite : *comitis negligentia ad principem deferatur (ibid.)*⁵⁰. Présentement, le comte bat monnaie ; autrefois il était obligé de recevoir *monetam imperialem* et point d'autre⁵¹. Présentement le comte et préfet a droit de mettre son nom dans les actes souverains ; autrefois les empereurs n'accordaient à aucun de leurs comtes l'honneur d'insérer son nom dans les diplômes⁵².

De même l'honneur et l'utile du vénérable chapitre a augmenté dans l'Etat démocratique moderne, car de la sujétion des rois de Bourgogne et des empereurs il a été mis dans la liberté, et de la dépendance de l'archevêché de Tarentaise, il est devenu indépendant et n'obéit qu'au pape *in spiritualibus*⁵³. Depuis le XIII^e siècle, le chapitre a acquis le droit de l'élection de

⁴⁸ Par « capitulaires de Charlemagne, p. 338 », Schiner entend la col. 338 de l'ouvrage suivant, qui se trouve en possession de la bibliothèque abbatiale de St-Maurice depuis 1733 : *Capitularia regum francorum additae sunt Marculfi monachi et aliorum formulae veteres et notae doctissimorum virorum, Stephanus Baluzius Tutelensis in unum collegit, ad vetustissimos codices manuscriptos emendavit, magnam partem nunc primum edidit notis illustravit*, t. 2, Paris, F. Muguet, 1677. — Il ne s'agit pas vraiment d'un capitulaire de Charlemagne, mais des *Capitula Hlotarii imperatoris*, tit. V, sive capitula excerpta ex lege Longobardorum, XXXII. Le texte exact en est : *comes autem si neglexerit a Rege vel a Misso Regis est judicandus*. Les mots *id est a legato* semblent une glose de Schiner lui-même.

⁴⁹ Emprunt littéral à l'index du t. I du même ouvrage (col. 1323) ; cette citation ne se retrouve par contre dans aucun des textes ainsi résumés (col. 396, 400, 518, 876 et 971).

⁵⁰ Citation littérale du même ouvrage, col. 736, IV. — Sur la voix de l'évêque en diète en matière judiciaire, v. *Vallesia*, XIII, 1958, pp. 158 et 159.

⁵¹ Assertion peu précise : l'auteur du Catéchisme de 1768 disait mieux (p. 160) que l'évêque détenait le droit de monnayage par privilège impérial. — Sur les origines de ce droit, v. notre article *La régence des monnaies en Valais*, dans *Revue suisse de numismatique*, t. 37, 1955, pp. 23-26 : les évêques de Sion ont utilisé la monnaie des comtes de Savoie sans doute jusqu'au moment où ils ont pu se défaire de la tutelle politique de ceux-ci.

⁵² L'affirmation de Schiner est ambiguë : on ne sait trop s'il parle du nom du comte ou de celui de l'empereur. Peut-être veut-il reprendre l'idée de Burgener, selon laquelle la souveraineté du Valais revenait à l'empereur avant 1250, à preuve que son nom figurait dans les actes notariés à côté de celui des évêques (*Vallesia*, VIII, 1953, p. 179). Mais ici l'auteur se trompe quelque peu, car cette pratique date des premières années du XIII^e siècle, avant 1211, date de l'émancipation du Valais selon Schiner : en 1202 et 1203 déjà, le nom de l'évêque figure à côté de celui de l'empereur, et cette pratique se maintiendra fort longtemps encore (v. Gremaud, Nos 202 et 204 p. ex.).

⁵³ Schiner fait allusion à l'exemption que le cardinal Matthieu Schiner procura au Valais, de façon définitive, par un bref du pape Jules II, le 4 septembre 1510. Il a sans doute lu ce bref dans le *Liber Vallis Illiacae*, pp. 185-186. — Le chapitre de Sion obtint encore le bénéfice du concordat germanique, soit la garantie de libre élection des évêques (v. notre ouvrage *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 69, note No 225). — On observera que le chapitre de Sion n'a rien gagné de plus que le restant du Valais à cette « immédieté papale », et que les dizains ont constamment entravé la libre élection de l'évêque par son chapitre.

l'évêque⁵⁴, et depuis le XV^e siècle, celle du bailli avec une pension du roi de 150 francs⁵⁵, qu'il n'avait pas auparavant. Le vénérable chapitre est aussi admis conjointement avec l'évêque à plusieurs alliances, dont il était exclu du temps des empereurs⁵⁶.

D'ailleurs, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, au vénérable chapitre de prouver que la donation de la préfecture du Valais à l'évêque de Sion vient de Charlemagne ; il ne peut le prouver par le titre de donation, qui n'a jamais paru en original ni en copie ; il ne peut pas le prouver par le possessoire, car il conste par l'histoire de France que le Haut et le Bas-Valais depuis l'an 800, c'est-à-dire depuis le temps de Charlemagne jusqu'en 1032, a toujours été possédé par les rois de France et de Bourgogne⁵⁷.

Par contre, rien de plus aisé audit chapitre que de prouver que toute l'autorité temporelle et droit de régalie que l'évêque possède vient de la part des 7 dizains, qui ont librement et de bonne volonté *gratanter* reçu l'évêque pour leur seigneur spirituel et temporel, dans une assemblée générale à Brigue, l'an 1437 : *qui laetantes eumdem Dominum nostrum sedunensem in dicta Ecclesiae et episcopatus dominatione sublimari, ipsum supradictum Dominum Guillelmum in dictae Ecclesiae episcopum et praesulem, Dominumque ipsorum spiritualem et temporalem gratanter sumpserunt et acceptaverunt, etc.*⁵⁸. Item, les 7 dizains ont reconnu l'évêque seul, à l'exclusion du vénérable chapitre, pour seigneur spirituel et temporel l'an 1477, à Sion, au château de la Majorie : *qui statuerunt et concluderunt ut ecce... quod in tota patria tam a Morgia Contegii superius quam inferius non sit nisi unus Dominus spiritualis et temporalis, videlicet praelibatus Reverendissimus Dominus noster sedunensis episcopus, qui nunc est, seu qui pro tempore fuerit, etc.*⁵⁹. Item, les 7 dizains ont prononcé et accordé que l'évêque serait le seigneur juge, et territorial du Haut et Bas-Valais dans l'assemblée de l'an 1490, au château de Sion : *pronun-*

⁵⁴ L'auteur du Catéchisme de 1768 affirmait également que le chapitre de Sion détenait depuis le XIII^e siècle le droit d'élire l'évêque (p. 182 ; cf. *La fin de l'Etat corporatif...*, pp. 191 et suiv.). Il va sans dire que ce droit ne lui avait pas été octroyé par les dizains, comme la phrase de Schiner pourrait le laisser supposer, mais bien par l'action des papes tendant à se libérer de l'influence des souverains laïcs dans toutes les élections épiscopales (Querelle des Investitures).

⁵⁵ Il est regrettable que l'auteur n'indique pas sur quel document il se fonde pour soutenir que le chapitre de Sion a participé à l'élection du bailli dès le XV^e siècle, car Schiner est seul à indiquer ce fait (cf. *La fin de l'Etat corporatif...*, p. 217, note N° 749). — Le Catéchisme de 1768 donnait une explication plus terre à terre de cette participation du chapitre (p. 207). — Sur la pension de France allouée au chapitre, v. *ibid.*, pp. 207 et 208, où le montant n'en est pas indiqué.

⁵⁶ Schiner adapte ici à sa thèse une assertion de l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 208).

⁵⁷ Schiner suit toujours le même guide au sujet de l'inexistence de la « Caroline » (pp. 206-207). Il ignore tout de la donation du comté du Valais à l'évêque de Sion par Rodolphe III en 999 ; il ne conçoit point que, dès cette date, ce prélat a joui d'une quasi souveraineté dans son comté.

⁵⁸ L'auteur reprend un texte dont il a déjà cité une partie (v. notre note N° 17 ci-dessus), et qu'il lit dans le *Gallia christiana, Instrumenta*, col. 443. Il l'interprète dans l'esprit de l'auteur du Catéchisme de 1768 (pp. 170-171).

⁵⁹ Schiner reprend ici encore un texte qu'il a déjà cité (v. notre note N° 21 ci-dessus), et l'interprète toujours dans le même esprit.

*ciaverunt concorditer primo quod nos Jodocus de Sillino episcopus sedunensis et nostri successores perpetuis temporibus habeamus in tota patria et terra a dicta Morgia tam inferius quam superius quae in bello praedicto tempore Domini Valtheri Supersaxo praedecessoris nostri Ecclesiae sedunensi et patriae Vallesii fuit restituta et recuperata, omnimodam jurisdictionem altam et bassam, merum et mixtum imperium omni modo et forma, quibus habemus et possidemus a dicta Morgia superius, etc.*⁶⁰. Item, tous ceux du gouvernement de Monthey ont prêté serment de fidélité et se sont librement soumis à l'évêque de Sion et aux 7 dizains, l'an 1536 : *quin immo dicti homines et nobiles recepti, esse boni, fideles et legales erga nos praefatum Dominum episcopum et communitates dictorum 7 desenorum patriae Vallesii et suos honorem, commodum et utilitatem promovere, damnumque et incommodum nostrorum et dictarum communitatum patriae Vallesii possetenus devitare, et omnia alia et singula facere, quae boni, fideles et legales homines Domino suo facere debent et tenentur*⁶¹. Item, l'évêque a toujours été reconnu par les 7 dizains pour comte et préfet du Valais et pour premier juge du pays, par-devant qui la première instance peut se faire ; les statuts du pays de l'an 1571 en sont témoins à la première page du préambule : *Nos Hiltebrandus de Riedmatten Episcopus sedunensis Praefectus et comes Vallesii*. Plus à la page des citations : *actor volens reum judicialiter convenire poterit hoc facere coram Reverendissimo Domino, eius locumtenente et officiali, sive iudice loci ordinario*⁶².

Election de l'évêque

En 1760, le 18 décembre, on fit l'élection d'un nouvel évêque selon l'ancien droit et usage en paix et bonne union. Le vénérable chapitre présenta 4 chanoines des plus capables, les 7 dizains choisirent et désignèrent Monsieur le chanoine Ambuel sacristain pour évêque, le grand bailli lui donna l'investiture *per traditionem gladii* de la préfecture et lui fit prêter le serment de fidélité à l'égard de la Patrie⁶³. J'ai dit « selon l'ancien droit et usage », car les 7 dizains jouirent du droit d'élection *una cum clero* 900 ans avant que le chapitre y eût part, c'est-à-dire dès l'an 381 jusqu'à l'an 1216, comme il conste par l'histoire ecclésiastique et par le droit canon : *liberum sit clero et populo de propria dioecesi episcopum eligere*, Dist. 63, can. 34. Charlemagne, défenseur de l'Eglise, céda le droit d'élection, *jus patronatus et jus nominandi*

⁶⁰ Schiner a déjà cité ce texte (v. notre note N° 24 ci-dessus) ; il en reprend le début, tout en y ajoutant deux mots. — Les expressions « juge » et « territorial » semblent bien empruntées aussi au Catéchisme de 1768 (p. 158, N° 54).

⁶¹ Schiner reprend le début d'un texte qu'il a déjà cité (v. notre note N° 26 ci-dessus).

⁶² L'auteur emprunte peut-être l'expression de « premier juge » au Catéchisme de 1768 (p. 161). — Dès 1735, le chapitre de Sion avait protesté contre des atteintes au droit de première instance de l'évêque (*Vallesia*, VI, 1951, pp. 127, 142, 149). Schiner tire ses citations des Statuts du Valais de 1571 (*A. Heusler, op. cit.*, t. 8, p. 260, préambule, et p. 265, *caput I de citatione*, parag. 1).

⁶³ Sur cette élection, v. notre article, dans *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 150-152.

des évêchés même fondés par lui, non au chapitre, mais au clergé et au peuple, comme nous lisons in « *Libro capitulorum Caroli et Ludovici imperatorum* », par les mots suivants : *sacrorum canonum*, dit-il, *non ignari, ut in Dei nomine sancta Ecclesia suo liberius potiretur honore, assensum ordini ecclesiastico praebuimus, ut scilicet episcopi per electionem cleri et populi secundum statuta canonum de propria dioecesi, remota personarum et munerum acceptione, ob vitae meritum et sapientiae donum eligantur, ut exemplo et verbis sibi subjectis usquequaque prodesse sibi valeant*⁶⁴.

Le pape Innocent III, décédé en 1216, y ayant fait un changement, donna le droit d'élire les évêques aux seuls chapitres à l'exclusion des séculiers, *laici vero nullo modo se debent inserere electioni* : Dist. 63, c. 1. Le chapitre de Sion, depuis Innocent III, a donc succédé au clergé et élu les évêques de Sion *una cum populo*, avec les 7 dizains, *ne invitis detur episcopus*, dit Barbosa, de sorte que les 7 dizains ont élu les évêques pendant 900 ans *una cum clero*, sans le chapitre, et pendant 500 ans *una cum capitulo*, sans le clergé⁶⁵, et cela au su et consentement du souverain pontife, comme il conste par la lettre de son légat de Lucerne, adressée à l'Etat du Valais :

Extractus litterarum illustrissimi Domini Nuntii ad Statum Reipublicae vallesianae. Illustrissimi Domini Domini... Ex tribus qui praesentabuntur, illum caeteris et quam citius, si fieri potest, praeponere studeant, quem optimis ornatum moribus et idonea sapientia ad regendam plebem suae curae commissam apprime praeditum noverint, sic enim fiet ut omni seposita personarum acceptione, nedum summa pontifici insignem earum nominis existimationem concilient, verum etiam immortalem sibi apud Deum gloriam promereant. In firmissimam spem erigor fore ut Dominationes vestrae Illustrissimae aequi bonique zelum meum hunc consulant, qui nil aliud quam istius

⁶⁴ Schiner suit de près ce que l'auteur du Catéchisme de 1768 disait de ce droit d'élection dans sa conclusion (p. 188) ; il lui emprunte une citation du *Corpus juris canonici*, Décret de Gratien, 1^{re} partie, dist. LXIII, titre du chapitre XXXIV et chap. XXXIV (ibid., pp. 180 et 181).

On observera toutefois que l'auteur cite, sans omettre les mots *cleri* et qui l'étaient dans l'exemplaire du Catéchisme de 1768 que nous avons publié. Il ne semble pas avoir revu cette citation sur l'exemplaire des Capitulaires de la bibliothèque abbatiale (ouvrage cité dans notre note N° 48 ci-dessus), car elle y offre quelques variantes (t. I, col. 718 ; le texte de la col. 1157 est identique), mais bien plutôt sur le *Corpus juris canonici*, dont le texte correspond mot pour mot.

⁶⁵ Schiner suit fidèlement l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 182). Il ajoute simplement l'année de la mort d'Innocent III. La citation latine est empruntée au *Corpus juris canonici*, Décret de Gratien, 1^{re} partie, dist. LXIII (titre), et le Catéchisme l'avait déjà reproduite. Observons que la dist. LXIII n'évoque guère les normes introduites par Innocent III ; on sait par contre que la grande partie des Décrétales de Grégoire IX relatives au même objet (Livre I, titre VI) proviennent des décrétales d'Innocent III.

Schiner cite ensuite A. Barbosa ; sa citation est empruntée au t. 5 des *Collectanea doctorum tam veterum quam recentiorum in jus pontificium universum... tomus quintus in quo continetur Decretum Gratiani*, Lyon, P. Borde et J.-P. Arnaud, 1688, p. 144, ouvrage qui se trouve toujours dans la bibliothèque de l'abbaye de St-Maurice. La citation intégrale est la suivante : « *ut nullus invitis detur episcopus subditis de aliena ecclesia* » (*cap. nullus invitus, XIII*).

L'auteur reprend ensuite le calcul de 900 ans *una cum clero* et de 500 ans *una cum capitulo*, tel que le faisait l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 188).

*Ecclesiae incolumitatem respicit, et interim singulari erga se observantia permaneo illustrissimarum Dominationum vestrarum studiosissimus servus N. archiepiscopus Treionopolitanus Nuntius apostolicus. Lucernae 26^a septembris 1760*⁶⁶.

*Etiam reges Hispaniae, Galliae, Lusitaniae, Poloniae et Sardiniae ex summi pontificis concessione potestatem nominandi episcopos in suis regnis habent ; in Germania tantum vetus consuetudo canonicae Electionis per capitula faciendae observatur. — Barbosa, tom. 4, pagina 146*⁶⁷.

Origine de la prétendue Caroline

Si l'on cherche la cause qui pourrait avoir donné occasion à la tradition de la prétendue donation de Charlemagne, ce pourrait bien être le chapitre 366^e du 6^e livre des capitulaires de cet empereur (fol. 985), où il porte une loi perpétuelle, par laquelle il établit les évêques juges, comme suit : « Nous voulons, dit cet empereur, que tous nos sujets romains, francs, allemands, français, bourguignons, et que les autres qui y sont nommés, observent cette sentence que nous avons tirée du code Théodosien : quiconque ayant un procès en demandant ou en défendant, en quelque état de cause que ce soit, aura choisi le jugement de l'évêque : lui sera aussitôt envoyé, nonobstant l'opposition de la partie adverse, et ce que l'évêque aura décidé, sera exécuté, sans qu'il soit permis de se pourvoir contre son jugement. Le témoignage d'un seul évêque sera reçu par tous les juges sans difficulté, et on n'en entendra point d'autre dans la même affaire ». Charlemagne poursuit le dit chapitre en disant : *illud (testimonium) est enim veritatis auctoritate firmatum, illud incorruptum quod a sacrosancto homine conscientia mentis illibatae protulerit ; hoc nos edicto salubri aliquando censuimus, hoc perpetua lege firmamus, malitiosa litium semina comprimantes, ut miseri homines longis ac ferme perpetuis actionum laqueis implicati, ab improbis petitionibus vel a cupiditate perpera maturo fine discedant*⁶⁸.

⁶⁶ Schiner paraît vouloir compléter, pour l'élection de 1760, ce que l'auteur du Catéchisme de 1768 disait de l'élection de 1752 (pp. 185-187). L'original de la lettre du nonce apostolique à Lucerne, Nicolo Oddi, archevêque de Traianopolis, semble perdu ; nous ne l'avons retrouvé ni aux AV, ni aux archives de l'évêché, ni à celles du chapitre de Sion, ni de minute aux Archives du Vatican (obligeante communication de Mgr P.-M. Krieg). — A.-J. de Rivaz (*Opera historica*, t. 5, 538) ne l'a connue que par la citation de Schiner. — Sur le nonce Oddi, v. DHBS, t. 5, Neuchâtel, 1930, p. 179, art. Oddi.

⁶⁷ L'auteur cite sans doute par erreur le t. 4 de Barbosa : cette citation se retrouve au t. 5 de l'ouvrage mentionné (v. notre note N° 65 ci-dessus), mais la reliure de ce volume, à l'abbaye de St-Maurice, porte bien le chiffre IV. — Après « *Poloniae* », Schiner ajoute les mots « *et Sardiniae* » ; il remplace « *ex eiusdem pontificis* » par « *ex summi pontificis* ». On observera que l'auteur du Catéchisme de 1768 (p. 107) rappelait les privilèges des rois de France, d'Espagne et de Sardaigne dans l'élection des évêques.

⁶⁸ Schiner renvoie ici à l'ouvrage déjà mentionné plus haut (v. notre note N° 48 ci-dessus), et qui est encore en possession de la bibliothèque abbatiale : il s'agit des capitulaires de Charlemagne et de Louis le Pieux, t. 1, livre VI, cap. CCCLXVI, col. 985. L'auteur traduit, en le résumant, le texte suivant : *Volumus atque praecipimus ut omnes ditioni nostrae Deo auxiliante subiecti tam Romani quam Franci, Alamanni, Bajuvarii, Saxones, Turingii, Fresones, Galli, Burgundiones, Britones, Langobardi, Vuascones, Beneventani,*

Cette loi qui donna aux évêques une autorité dans le temporel s'est conservée dans notre pays, où la première instance⁶⁹ appartient encore à l'évêque, selon nos statuts ; les évêques ont pris ensuite le titre de comte ou *Graff* en allemand ; le comte était juge de toute une province, ou pays ; la province avait des juges subalternes dans les différents districts, ainsi qu'il est expliqué in « *Capitularibus Caroli Magni* », tom. 2, p. 769 : *comes et grafio eiusdem dignitatis nomen est ; comes iudex est totius pagi ; pagus vero comitis, id est, comitatus, dividebatur in vicarias, decanias, in quibus iudices minores erant vicarii, decani, etc.*⁷⁰. De même l'évêque de Sion est encore actuellement *comes Vallesii*, le juge général du pays, il a ses juges subalternes dans chaque dizain, qu'il a droit de confirmer, et [de] leur faire prêter le serment d'exercer fidèlement la charge et de juger selon les statuts : *ita articulo ultimo statutorum*⁷¹.

Dans la suite des temps les évêques ont cherché à étendre leur autorité dans le temporel, les 7 dizains la leur ont accordée pour le bien public, dont on a ressenti des bons services dans des temps dangereux pour la religion catholique, qui aurait été bannie de notre pays si les évêques n'avaient pas eu une autorité spirituelle et temporelle dans tout le pays pour s'opposer aux novateurs et pour résister en face aux chefs du pays, qui balançaient pour Calvin⁷². De même, dans la *Landsgmein* à Viège de 1732, le tumulte et la

Gothi et Hispani, ceterique nobis subiecti omnes, licet quocunque videantur legis vinculo constricti vel consuetudinario more connexi, hanc sententiam quam ex sextodecimo Theodori Imperatoris libro capitulo videlicet XI, ad interrogata Ablavii Ducis illi et omnibus rescriptam sumpsimus, et inter nostra capitula pro lege tenenda consultu omnium fidelium nostrorum tam clericorum quam et laïcorum posuimus, lege cunctis perpetua tenenda, id est : quicunque litem habens, sive possessor, sive petitor fuerit, vel in initio litis vel decursis temporum curriculum, sive cum negotium peroratur, sive cum jam coeperit promi sententia, si iudicium elegerit sacrosanctae legis antistitis, illico sine aliqua dubitatione, etiamsi alia pars refragatur, ad Episcoporum iudicium cum sermone litigantium dirigatur. Multa enim quae in iudicio captiosae praescriptionis vincula promi non patiuntur, investigat et promit sacrosanctae religionis auctoritas. Omnes itaque causae quae vel praetorio jure vel civili tractantur, Episcoporum sententiis terminatae perpetuo stabilitatis jure firmentur ; nec liceat ulterius retractari iudicium quod episcoporum sententiis deciderit. Testimonium etiam ab uno licet Episcopo perhibitum omnes iudices indubitanter accipiant ; nec alius audiat cum testimonium Episcopi a qualibet parte fuerit repromissum...

Schiner reproduit correctement la suite de cette citation en latin ; si ce n'est qu'il écrit *ferme* à la place de *pene* ; de plus, il ne reproduit pas les 4-5 lignes qui forment la fin de ce chapitre.

⁶⁹ Sur la première instance, v. notre note N° 62 ci-dessus.

⁷⁰ Schiner cite toujours le même ouvrage (v. nos notes N°s 68 et 48 ci-dessus). La première partie ne provient pas toutefois du t. 2, col. 769, mais bien de la col. 994 (*comes et grafio eiusdem dignitatis nomen est*). En revanche, la suite du texte se retrouve, à quelques mots près, aux col. 769-770 (*comes enim iudex erat totius pagi ; pagus vero comitis, id est comitatus, dividebatur in vicarias, centenar, decanias, in quibus iudices minores erant vicarii, centenarii, decani...*).

⁷¹ Le comté du Valais appartient aux évêques de Sion depuis la donation rodolpheine de 999, que Schiner ignore absolument. — L'assermentation des juges, qui doivent jurer à l'évêque de rendre la justice selon les Statuts du Valais, est effectivement mentionnée à l'art. 172 et dernier des Statuts de 1571, parag. 1 (Heusler, *op. cit.*, t. 8, pp. 333-334).

⁷² Schiner rejoint ici l'idée que le chapitre de Sion exprimait en concluant son mémoire de 1735, et l'abbé Zurkirchen, dans son écrit (*Vallesia*, VI, 1951, pp. 135-136, et

mutinerie du paysan aurait duré plus longtemps et aurait eu des suites plus fâcheuses pour la Seigneurie, si l'évêque ou l'Eglise de Sion n'avait pas eu part dans le gouvernement de l'Etat, que le paysan respectait. Ainsi nos chers ancêtres ayant toujours trouvé bon et avantageux pour le pays de donner à l'évêque une autorité spirituelle et temporelle, il est du devoir d'un bon patriote de l'y maintenir en entier, *salva superioritate et libertate*, réservant la souveraineté et la liberté ⁷³.

6a maii 1778

1791, le 3 octobre, sont arrivées à Monthey les troupes du Haut-Valais 100 hommes par dizain, autant de la bannière de l'Entremont et de celle de St-Maurice. Sion a été cantonné à Martigny et Sierre, à St-Maurice, tout le reste dans le gouvernement de Monthey, où ils sont restés jusqu'au 17 dit octobre à l'occasion de la révolution ; il en a coûté la vie à 5 chefs des révoltés qui ont été conduits et exécutés à Sion par sentence souveraine, le 19 novembre 1791 ⁷⁴.

Vallesia, X, 1955, pp. 191-192). Mais il ajoute pour sa part, à la suite du bailli Burgener, que c'est l'évêque qui a cherché à étendre son pouvoir temporel (*Vallesia*, VIII, 1953, pp. 174-189).

⁷³ Sur la Landsgemeinde de Viège en 1732 et sur la « guerre des paysans » qui s'ensuivit, v. *Vallesia*, V, 1950, pp. 214-227. — Sur l'expression « *salva superioritate et libertate* », v. *Vallesia*, VIII, 1953, pp. 177 et 188-189, ainsi que nos notes Nos 9 et 25 ci-dessus (réserves impériales interprétées par Schiner dans l'esprit du bailli Burgener).

⁷⁴ Sur ces événements, v. Grenat, *op. cit.*, p. 433, qui donne, sans trop de précision, la date de septembre au lieu d'octobre 1791 ; mais il est probable que ces troupes ont quitté le Haut-Valais en septembre pour arriver sur place au début d'octobre (cf. AV 86, fasc. 3, No 20, qui donne la date du 2-14 octobre 1791, et fasc. 4, No 21, du 4 septembre). — F. Boccard, *Histoire du Vallais...*, Genève, 1844, pp. 257-258, corrobore la chronologie de Schiner. — Quant au texte de la sentence capitale, il semble avoir été détruit volontairement par ses auteurs et ne s'est pas retrouvé jusqu'ici.

L'écriture de ce dernier paragraphe est plus tremblante, les caractères sont plus grands ; il s'agit d'une addition bien postérieure.